

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

L'INSTRUCTION DES AFFAIRES CIVILES

D'après le Décret-Loi du 30 Octobre 1935

(Art. 82^a à 82^e, C. Proc. Civ.)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 9 Décembre 1938, à 13 h. 30

PAR

MARCEL SCHULER

Attaché Titulaire au Ministère de la Justice.

PRÉSIDENT : M. SOLUS, Professeur.
SUFFRAGANTS : M. HUGUENEY, Professeur.
M. ESMEIN, Professeur.



PARIS
LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN
F. LOVITON & C^{ie}
158-160, RUE SAINT-JACQUES

—
1938

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses : ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

L'INSTRUCTION DES AFFAIRES CIVILES

D'après le Décret-Loi du 30 Octobre 1935

(Art. 82^a à 82^e, C. Proc. Civ.)

L'INSTRUCTION DES AFFAIRES CIVILES

D'après le Décret-Loi du 30 Octobre 1935

(Art. 82^a à 82^e, C. Proc. Civ.)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 9 Décembre 1938, à 13 h. 30

PAR

MARCEL SCHULER

Attaché Titulaire au Ministère de la Justice.

PRÉSIDENT : M. SOLUS, Professeur.

SUFFRAGANTS : M. HUGUENEY, Professeur.

M. ESMEIN, Professeur.



PARIS

LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN

F. LOVITON & C^e

158-160, RUE SAINT-JACQUES

1938



INTRODUCTION

« Notre Procédure civile est, dans ses grandes lignes, restée inchangée depuis près de trois siècles » (1).

C'est par cette constatation, rassurante sur la pérennité de nos lois, que débute le rapport au Président de la République précédant le décret-loi du 30 octobre 1935.

Devons-nous conclure de cette longévité que notre Code de Procédure, qui ne serait « qu'une édition un peu améliorée de l'ordonnance de 1667 » (2), « une copie trop servile de l'ordonnance de 1667 et de la pratique du Châtelet » (3), « une édition revue et fort peu corrigée de l'ordonnance d'avril 1667 » (4) est un Code parfait et imperfectible?

Evidemment non.

Aussi les pays étrangers qui ont dépendu de l'Empire Français jusqu'en 1815 et ceux qui ont adopté volontairement le Code de Procédure ont pris l'initiative de le réformer au moins partiellement : le Canton de Genève en 1819, le Royaume d'Italie en 1865, la Belgique en 1870, le Luxembourg en 1889. En France même, le mouvement doctrinal fut très vif contre notre Procédure ; les différents régimes qui se sont succédés depuis le Premier Empire, inscrivirent

(1) Rapport au Président de la République, précédant le décret-loi du 30 octobre 1935, *Journal Officiel* du 31 octobre 1935, page 11.458.

(2) Glasson, *Précis*, tome I, page 33 ; voir aussi, du même auteur, *Les Sources de la Procédure*, page 7.

(3) Garsonnet, *Traité*, tome II, page 23.

(4) Allard, *Examen Critique du Code de Procédure Civile du Royaume d'Italie*, in *Revue de Droit International*, 1869, page 199.

C'est aussi l'opinion de Bordeaux, *Philosophie de la Procédure Civile*, page 46.

tous à leur programme la révision du Code de Procédure Civile et, à défaut d'une révision générale, de nombreuses lois sont venues combler quelques lacunes, simplifier plusieurs procédures, abréger les autres, réduire les frais les plus considérables (5).

On est frappé de la disproportion entre l'importance de ce mouvement doctrinal ou législatif et la médiocrité des résultats obtenus : quelques modifications fragmentaires à certaines dispositions du Code de Procédure Civile.

La raison de l'échec de tout projet de réforme ayant tant soit peu d'envergure ? Tissier l'explique ainsi dans un article paru en 1906 dans la *Revue Trimestrielle de Droit Civil* : « Le mouvement d'opinion qui fut si énergique au milieu du siècle dernier et qui était encore plus intense il y a une vingtaine d'années, paraît s'être un peu affaibli. On ne parle plus de la nécessité de la révision du Code de Procédure Civile ; d'autres projets de réforme ont fait oublier les promesses anciennes » (6).

Cela est tellement vrai que M. Cuche pouvait écrire à la même époque, dans la *Revue Politique et Parlementaire* : « Si notre Code de Procédure est loin d'être sans défaut, la nécessité de sa réforme n'a vraisemblablement rien d'urgent ni d'impérieux » (7).

L'idée de la réforme poursuivait néanmoins son chemin.

En 1913, conformément aux promesses faites dans le Traité de Protectorat conclu à Fez le 30 mars 1912, nous dotions la Zone Française du Maroc d'une organisation judi-

(5) Voir en appendice l'indication de ce mouvement doctrinal et législatif.

(6) Tissier, Le Centenaire du Code de Procédure et les projets de réforme, in *Revue Trimestrielle de Droit Civil*, 1906, page 637.

(7) Cuche, Le Centenaire du Code de Procédure, in *Revue Politique et Parlementaire*, 1906, page 146.

ciaire nouvelle. Parmi les dahirs signés par Sa Majesté Chérifienne Moulay Youssef à la date du 9 ramadan 1331 (12 août 1913) figure un dahir sur la procédure civile « inspiré tant de la procédure administrative de France, que de certaines lois Tunisiennes qui sont consacrées par une expérience déjà longue » (8).

En France même, après la guerre, pour liquider l'énorme arriéré qui s'était accumulé pendant la tourmente, des juridictions spéciales furent créées; chaque loi déterminait la forme de procéder devant la juridiction qu'elle instituait. Ces formes étaient simplifiées.

Enfin, les trois départements recouverts ont conservé la procédure civile allemande dont ils usaient depuis plus de quarante ans et qui est plus simple, plus souple et plus rapide que la procédure française.

La France se trouvait donc, avant 1935, dans une situation quelque peu paradoxale. Tandis qu'elle-même persistait à conserver, malgré les efforts de ses juristes, une procédure civile retardataire, elle avait, d'une part, doté l'une de ses possessions les plus proches d'un régime dont l'ensemble est aussi moderne que pratique (9). Elle avait, d'autre part, sur son territoire même, laissé en vigueur dans les trois départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, une procédure moins archaïque que la sienne.

Ce paradoxe subsiste, bien qu'atténué, depuis le décret-loi du 30 octobre 1935 « modifiant divers articles du Code de Procédure Civile ».

(8) Berge, *La Justice Française au Maroc*, page 7.

(9) André Petitpas, *La Procédure de droit commun devant les juridictions françaises du Maroc*, thèse, Rennes, 1934, p. 13.

Ce décret, pris en Conseil des Ministres, conformément aux dispositions de la loi du 8 juin 1935 (10), a force exécutoire jusqu'au jour de sa ratification par les Chambres, si jamais cette ratification intervient (11).

Nous n'avons pas l'intention d'étudier l'ensemble des modifications apportées par ce décret à notre Procédure.

Nous bornerons notre travail :

1° A l'étude des différents types de procédure que les rédacteurs du décret-loi pouvaient prendre en exemple ;

2° A l'analyse des différentes réformes relatives à l'instruction des affaires, résultant des nouveaux articles 82^a à 82^e introduits dans notre Code de Procédure Civile.

(10) La loi du 8 juin 1935 stipule dans son article unique : « En vue d'éviter la dévaluation de la monnaie, le Sénat et la Chambre des Députés autorisent le Gouvernement à prendre par décrets, jusqu'au 31 octobre 1935, toutes dispositions ayant force de loi pour lutter contre la spéculation et défendre le franc. Ces décrets, pris en Conseil des Ministres, seront soumis à la ratification des Chambres avant le 1^{er} janvier 1936 ».

(11) Le projet de loi tendant à la ratification du décret du 30 octobre 1935 (N° 6076, renvoyé à la Commission de Législation civile et criminelle, *J. O.*, Déb. Parl., Ch., séance du 27 décembre 1935) est devenu caduc à la fin de la 15^e législature et n'a pas été repris depuis. Cf. en ce sens, une correspondance échangée entre le Secrétariat législatif de la Chambre des Députés et M. Vanlaer, rapporté par ce dernier dans son ouvrage, *Le décret-loi du 30 octobre 1935*, tome II, page 496.

PREMIÈRE PARTIE

Etude sommaire des différents types de Procédure.

TITRE PREMIER

ETUDE DOCTRINALE

Le législateur du décret-loi avait à choisir entre deux types de procédure : le type accusatoire et le type inquisitorial (1).

Dans le premier système, pratiqué en France depuis l'ordonnance de 1667, le juge ne remplit que le rôle de spectateur ou d'arbitre sans pouvoir prescrire de mesures d'instruction, impartir des délais, donner, en un mot, au procès l'impulsion qui lui paraîtrait convenable.

Le juge n'a qu'un rôle passif jusqu'au jour où il rend son jugement. La marche de la procédure est abandonnée aux parties ou, plus exactement, à leurs représentants, les avoués. C'est aux parties qu'il appartient de faire les actes nécessaires à la marche de l'instance : c'est par le ministère des avoués qu'a lieu la mise au rôle. Il n'appartient pas au juge de veiller à la régularité de l'instance en ce qui concerne la forme de l'assignation et la capacité des plaideurs. Les diverses ordonnances du Président, nécessaires à la marche et à l'instruction du procès, sont préparées par les parties ou leurs mandataires et présentées à la signature du

(1) Sur la distinction entre la procédure accusatoire et inquisitoriale, cf. Morel, *Traité Élémentaire*, n° 9, page 9, et n° 425, page 462.

Président. Lorsque le Tribunal ordonne une mesure d'instruction, l'exécution de cette décision dépend de l'activité des parties. Si une enquête est ordonnée, il faut attendre que la partie, qui y a intérêt, lève le jugement ordonnant cette enquête, et le signifie à son adversaire, puis qu'elle demande jour pour citer et produire ses témoins ; lorsque l'enquête est terminée, le Tribunal doit, pour statuer sur les dépositions recueillies, attendre que l'une des parties ait fait revenir l'affaire à l'audience. Les parties ont ainsi le moyen de prolonger le procès à leur gré, de ralentir ou de retarder la marche de la procédure. En un mot, c'est le juge qui est à la disposition des plaideurs.

Le même rôle passif du juge apparaît en ce qui concerne l'instruction de l'affaire. Le magistrat ignore les litiges jusqu'aux débats oraux à l'audience et ne connaît du procès que ce que les parties veulent bien lui faire connaître ; il se borne, en général, à contrôler les prétentions des parties et les moyens de preuves qu'elles produisent. On a pu dire (2) que « le juge de la procédure française est une sorte d'automate à qui l'on fournit les matériaux du procès pour en retirer ensuite un jugement ».

Dans ce système accusatoire, la procédure civile est considérée uniquement comme une branche du droit privé, l'instance comme un rapport de droit privé, comme la chose des parties.

Par contre, dans le système inquisitorial, la procédure civile est rattachée au droit public. Son but est d'assurer le bon fonctionnement d'un service public en vue du maintien de l'ordre dans la société.

(2) Tissier, *Le centenaire du Code de Procédure*, in *Revue Trimestrielle*, 1906, page 648.

L'objet du procès appartient bien aux parties, mais non la marche de la procédure. Les plaideurs sont libres de soumettre ou non leurs différends à la Justice. Mais, du moment qu'ils ont recours à ce service public, les juges ont le devoir d'en assurer le fonctionnement dans les meilleures conditions possibles et de conduire dans le plus bref délai le procès à sa fin normale : le jugement.

Ainsi donc, dans ce système inquisitorial, le juge a un rôle extrêmement actif, très bien défini par Tissier (3), qui s'est fait, au début du siècle, le champion de l'idée du juge directeur du procès :

« C'est au juge de vérifier l'existence et la capacité des parties et, s'il y a lieu, des pouvoirs de leurs mandataires. De plus, c'est à lui, dès le début du procès, à décider si l'affaire comporte ou non une instruction ; il lui appartient de diriger l'instruction reconnue utile, d'ordonner, même d'office, les mesures nécessaires, de surveiller et compléter l'œuvre des parties dans la recherche des moyens de preuve ».

Cette procédure inquisitoriale, suivie chez nous seulement devant les Tribunaux Administratifs, est adoptée par le Code de Procédure Autrichien de 1895 (lois du 1^{er} août 1895, 27 mai 1896 et 27 mai 1897) (4).

D'après ce Code, le demandeur adresse au Tribunal une plainte (Klage) qui énonce sa demande ; avant de la faire communiquer par le greffe au défendeur, le Président du Tribunal, ou un juge délégué, en vérifie la recevabilité. Il

(3) Tissier, article cité, *Revue Trimestrielle de Droit Civil*, 1906, page 648.

(4) Cf. Arminjon, Le décret-loi du 30 octobre 1935 relatif à la procédure civile et les réformes réalisées en cette matière dans différents pays, Communication faite à la Société de Législation Comparée, le 25 mars 1936, in *Bulletin de la Société de Législation Comparée*, n° 2, avril-juin 1936, page 221.

vérifie également la capacité des parties et les pouvoirs de leurs représentants ; il statue d'office sur sa compétence ; il peut, d'office, faire compléter ou corriger les actes de procédure. Si l'affaire est importante, elle est confiée à un juge-préparateur.

Se rattachent également au système inquisitoirial :

1° La procédure civile allemande (Z. P. O. de 1877), encore en vigueur dans les départements recouvrés.

2° La procédure instituée au Maroc par le dahir du 12 août 1913.

3° Le Code de Procédure Tunisien du 20 décembre 1920.

L'étude sommaire de ces trois législations fait l'objet du titre II de notre première partie.

TITRE II

APPLICATIONS PRATIQUES EN ALSACE-LORRAINE, AU MAROC ET EN TUNISIE

CHAPITRE PREMIER

La législation en vigueur en Alsace-Lorraine.

A la demande même des intéressés, nous n'avons pas appliqué notre Code de Procédure Civile dans les départements recouverts du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle. L'intervention de M. le Sénateur Eccard, ancien Bâtonnier du Barreau de Strasbourg, au Congrès de Nice de l'Association Nationale des Avocats, est symptomatique à cet égard (1) :

« Si nous sommes, en principe, partisans de l'unification de la législation en Alsace et en Lorraine, nous nous opposerons néanmoins à l'introduction des lois françaises tant qu'elles n'auront pas été amendées... » et, plus loin : « Ce qui nous frappe particulièrement dans la procédure française, ce sont ses lenteurs, son formalisme, l'accumulation des nullités. C'est pourquoi nous nous opposerons toujours à l'introduction de cette procédure qui date, en partie du temps de Louis XIV et n'est pas adaptée aux besoins des temps modernes ».

(1) Cité par Appleton, *Avant-projet d'un Code de Procédure Civile*, page 2.

C'est donc toujours le Code de Procédure Allemand de 1877, le Zivilprozessordnung, par abréviation Z. P. O., qui est en vigueur en Alsace-Lorraine, encore que certaines dispositions introduites dans ce Code par la loi du 1^{er} juin 1926 et des lois ultérieures, soient susceptibles de le mettre en harmonie avec les règles de notre Droit et de notre Ordre Public.

Les principes directeurs de la Z. P. O. sont les mêmes que ceux de notre Code de Procédure : oralité des débats et direction de l'instance par les parties.

L'oralité des débats est même poussée plus loin qu'en droit français puisque le Tribunal ne peut prendre en considération ce qui est compris dans les écrits préparatoires que s'il en a été fait mention dans les débats oraux ; en ce qui concerne la direction de l'instance par les parties, le droit local va, à certains égards, plus loin que le droit français, puisqu'il n'admet ni la péremption d'instance, ni la radiation d'office.

Par contre, quand le Tribunal a ordonné une mesure d'instruction, il ne laisse pas aux parties, comme en droit français, le soin d'en poursuivre l'exécution : il agit d'office et par voie d'autorité pour faire procéder sans retard à des investigations qu'il a, non pas autorisées, comme on le dit à tort, mais impérativement ordonnées (art. 355 Z. P. O.) (2).

La Z. P. O. confère, en effet, au Tribunal et aux magistrats par lui délégués (3) certains pouvoirs ayant pour but

(2) Chéron et Muhleisen, *Précis de Procédure locale*, p. 147.

(3) L'art. 355, Z. P. O., semble bien différer de la procédure ordinaire en droit français, lorsqu'il pose en principe que la preuve doit être administrée devant le Tribunal saisi de l'affaire et ne permet à ce tribunal de ne commettre un de ses juges ou de ne donner commission rogatoire à un autre tribunal que dans les cas prévus par la loi. Mais le principe com-

d'éviter que l'administration de la preuve ne soit retardée par l'inaction des parties.

Aussi, la décision qui ordonne une mesure d'instruction est, s'il y a lieu, portée d'office, par les soins du greffe, à la connaissance du juge commis ou requis. Le jour où il sera procédé à la mesure d'instruction est fixé d'autorité, sans attendre la requête des parties, soit par le Tribunal même qui l'a ordonnée, soit par le magistrat délégué (art. 361).

Il en va de même lorsqu'il est nécessaire de fixer un nouveau jour pour commencer ou continuer la procédure (art. 368).

Si la mesure ordonnée se heurte à une impossibilité de fait dont on ne prévoit pas la cessation, le Tribunal peut, pour éviter un retard exagéré de l'instance, décider, sur les conclusions d'une des parties, que, passé un certain délai, on renoncera à ce moyen de preuve (art. 350, Z. P. O.).

C'est le greffe qui fait d'office toutes les significations nécessaires pour convoquer les parties, les témoins, les experts ou pour porter à leur connaissance toutes les décisions relatives à l'administration de la preuve.

Si les parties ou l'une d'elles, au jour fixé par le juge et porté à leur connaissance, omettent d'assister à la mesure d'instruction, on passera outre et le Tribunal n'accordera la réitération de la preuve demeurée incomplète que si la

porte des dérogations légales si nombreuses et si importantes en matière de descente sur les lieux (art. 372), d'enquête (art. 375), d'expertise (art. 405), de serment (art. 479) qu'en fait la pratique du juge commis et l'usage des commissions rogatoires sont aussi fréquentes dans les trois départements que dans les autres parties de la France. L'art. 375-2° notamment les autorise « lorsque l'administration de la preuve devant le Tribunal présente des difficultés considérables ». A la faveur de ce texte, les Tribunaux soucieux d'épuiser le rôle toujours surchargé de leurs audiences, commettent presque toujours un juge pour entendre les témoins. Cf. à ce sujet, Chéron et Muhleisen, *Précis*, page 263.

partie est exempte de faute et à condition qu'il ne doive pas en résulter un trop grand retard (art. 367, Z. P. O.).

Enfin, c'est le Tribunal qui fixe et notifie d'office aux parties, soit d'avance, soit une fois la mesure d'instruction terminée, le jour où sera reprise à l'audience la suite des débats (art. 370, Z. P. O.) (4).

On retrouve encore le même souci de simplification et de célérité dans les dispositions de la Z. P. O. concernant la forme en laquelle le Tribunal ordonne ou refuse une mesure d'instruction. En vertu de l'article 358, il ne statue pas sur ce point par un jugement, mais par une « décision de preuve », « Bewersbeschlüsse », rendue sans débat oral préalable.

Cette décision de preuve n'est pas motivée et elle n'est susceptible d'aucun recours (art. 355, § 2, Z. P. O.). Elle ne peut être attaquée qu'avec le jugement qui sera ultérieurement rendu sur le fond. Cela ne présente aucun inconvénient, car la décision de preuve ne lie pas le Tribunal qui garde toute liberté quant à l'appréciation de la preuve fournie.

*
* *

Cette réglementation s'inspire évidemment d'une conception autoritaire assez éloignée des traditions françaises.

Mais elle est de nature à supprimer certaines lenteurs préjudiciables à la bonne marche des instances.

On conçoit donc fort bien que les Alsaciens-Lorrains désirent conserver leur procédure et nous ne sommes pas assurés que l'application des dispositions du décret de 1935 soit susceptible de leur donner satisfaction.

(4) Chéron et Muhleisen, *Précis*, page 264.

CHAPITRE II

La législation marocaine.

Le système de procédure que nous avons institué au Maroc par le dahir du 12 août 1913, est un système tout nouveau, totalement différent de nos habitudes traditionnelles. Il peut se résumer ainsi : le plaideur est mis en contact direct avec le juge et les divers intermédiaires, qui, en France, s'interposent entre eux, sont supprimés ; la procédure est écrite ; elle est dirigée par le magistrat.

Les tribunaux de première instance sont saisis des procédures qui se déroulent devant eux par le dépôt au Secrétariat (1) d'une requête émanant du demandeur ou de son mandataire (art. 155 et ss., Dah. Proc. Civ.). Cette requête introductive d'instance est inscrite sur un registre *ad hoc* tenu au Secrétariat ; elle est marquée, ainsi que les pièces jointes, d'un timbre à date constatant la date d'arrivée. Immédiatement après cet enregistrement, le Président désigne un juge-rapporteur, auquel le dossier est transmis dans les vingt-quatre heures.

Le caractère essentiel de la procédure marocaine apparaît dès l'entrée de la demande au cabinet du juge-rapporteur : comme il n'y a pas de postulation et que l'affaire se présente au magistrat avant d'être liée, ce magistrat se trouvera avoir en face de lui une mission toute différente de celle qui appartiendrait à son collègue de France. Il doit re-

(1) Le « Secrétariat » est un organe administratif établi auprès de chaque juridiction, qui remplace les différents officiers ministériels existants en France, notamment les greffiers et les huissiers.

cevoir la demande, mettre le défendeur à même d'y répondre ce qui convient, situer le débat, le conduire par les moyens les plus simples et les plus efficaces jusqu'au point où il est propre à être jugé. Il est donc l'intermédiaire nécessaire, utile et bienveillant, mais impartial, entre les parties ; il les écarte de tout ce qui est abus de procédure ou moyen de mauvais aloi, et les dirige vers la solution. Il est, pour employer l'expression de M. Grunebaum-Ballin, « le directeur du combat ou, plus simplement, le fonctionnaire chargé d'une affaire qu'il a le devoir de conduire par les voies les plus rapides à la solution nécessaire : le jugement » (2).

Le rôle du juge-rapporteur a été précisé, en des termes excellents par différentes circulaires du Premier Président de la Cour d'Appel de Rabat, Stéphane Berge :

« Le premier principe, celui qui domine tous les autres, est l'obligation pour tout juge-rapporteur de conduire les affaires dont il est chargé vers la solution sans se laisser retarder par l'inertie des parties, qui n'est parfois que le fruit de l'ignorance » (3).

« Dans le système français, ce sont les officiers ministériels qui dirigent la procédure ; dans notre système, où les officiers ministériels ont été supprimés, la procédure est dirigée, pour les tribunaux de première instance, par le juge-rapporteur et elle est faite, sous sa direction, par le Secrétariat. Il résulte de cette différence fondamentale entre les deux organisations que le juge-rapporteur doit faire tout ce

(2) Grunebaum-Ballin, Rapport sur les travaux de la Commission judiciaire du Protectorat français du Maroc, *Journal Officiel*, 8 septembre 1913, page 8.052 et, spécialement, page 8.054, col. 1.

(3) Circulaire du 14 décembre 1915, citée par Berge, *La Justice Française au Maroc*, page 208.

qui est nécessaire pour que la procédure suive son cours régulier.

« Il n'attendra pas pour cela l'initiative des parties ; les parties n'ont pas d'initiatives à prendre, ou, du moins, rien ne les y oblige ; elles n'ont pas d'autres obligations que de répondre aux demandes et convocations du magistrat.

« Le législateur a confié au magistrat le soin d'accomplir et de faire accomplir les formalités nécessaires.

« Donc, le juge-rapporteur ne doit jamais attendre l'initiative des parties.

« Il ne doit pas davantage s'en rapporter à l'initiative du Secrétariat. Sans doute, le Secrétariat qui tient les registres d'ordre, établit les états et forme les dossiers, doit apporter au juge-rapporteur le concours incessant de son activité ; mais, il n'a pas non plus d'initiatives à prendre pour l'exécution des procédures et des prescriptions légales ; ce n'est pas à lui qu'il appartient de suivre les affaires et de les amener à leur solution ; c'est au magistrat qu'incombe cette charge.

« Le rôle des juges-rapporteurs est donc, dès qu'ils ont été commis par l'ordonnance du Président du Tribunal prévue à l'article 150, Dah. Proc. Civ., de prendre en mains la direction de la procédure et de la conduire à sa fin normale, le jugement. Ils ne doivent pas se laisser distraire de leur tâche par les parties ou leurs conseils » (4).

Berge précise à nouveau les fonctions des juges-rapporteurs dans une circulaire du 10 février 1916 (5) :

« L'essence même de notre système de procédure en première instance est que l'affaire est mise en état dans le

(4) Circulaire du 11 janvier 1916, cité par Berge, *op. cit.*, page 209.

(5) Berge, *op. cit.*, page 210.

cabinet du juge-rapporteur, que c'est à lui qu'on doit remettre conclusions et pièces, et que, quand l'affaire vient à l'audience, elle doit nécessairement être prête à être jugée, à moins qu'on ne demande au Tribunal d'ordonner des mesures d'instruction conformément aux articles 156 et suivants Dah. Proc. Civ. ».

Les mesures d'instruction sont prescrites soit par jugement en Chambre du Conseil, soit par jugement en audience publique. La possibilité de procéder à la décision ordonnant la mesure d'instruction par décision de la Chambre du Conseil se produit toutes les fois que les parties sont d'accord pour solliciter la mesure d'instruction.

La Chambre du Conseil fonctionne, en cette hypothèse, comme chambre d'instruction, associée à ce titre à l'instruction suivie par le rapporteur. Elle rend sa décision, le rapporteur entendu, sans aucune procédure, sans communication du dossier au Ministère Public, sans convocation des parties. L'appel des jugements préparatoires ne peut être interjeté qu'après le jugement définitif et conjointement avec l'appel de ce jugement. Exception est faite pour les jugements interlocutoires où la faculté est laissée aux plaideurs de faire appel soit avant le jugement définitif, soit conjointement avec l'appel de ce jugement.

Lorsque, sous la direction du juge-rapporteur, les parties ont échangé un certain nombre de mémoires, se répondant les uns aux autres, et que le magistrat estime que l'affaire est en état d'être jugée, le juge-rapporteur rend une ordonnance de dessaisissement, après laquelle aucune mesure d'instruction ne peut, en principe, être rendue. Cette ordonnance est, par conséquent, très grave. Aussi, pour que les parties ne soient pas surprises, le juge les avise d'avance

du jour où il la prendra, avec un délai suffisant pour qu'elles puissent fournir leurs explications.

En même temps qu'il rend son ordonnance de dessaisissement qui marque la mise en état de l'affaire, le juge-rapporteur convoque les parties à l'audience, et établit le rapport qu'il est chargé de soumettre à l'audience. Ce rapport est écrit et contient une analyse complète de toute la procédure ; il en relate les incidents, contient un exposé des faits et des moyens présentés par les parties et dégage les points essentiels que devra trancher le Tribunal. Cet exposé doit être impartial et le juge-rapporteur ne doit pas prendre parti.

*
* *

Telles sont les grandes lignes de la procédure marocaine qui constitue au point de vue social un progrès humain en ce sens qu'elle est plus rapide, moins formaliste et moins coûteuse que la procédure française.

La grande pensée qui présida à la conception du Dahir de Procédure Civile fut la phobie de tout ce qui pouvait évoquer les officiers ministériels de France ; on les écarta tous : plus de greffiers, plus d'avoués, plus d'huissiers, plus de syndics de faillite, plus de commissaires-priseurs, uniquement des fonctionnaires, les Secrétaires-greffiers. On a voulu rapprocher le plaideur du juge, mais, comme le contact direct risquait d'entraîner des complications, il fallait un intermédiaire : ce fut l'avocat, seul mandataire de justice, seul « homme d'affaires » du Maroc, dans le sens élevé du terme.

L'avocat est-il sorti diminué de ce régime ?

Nous croyons pouvoir répondre par la négative à cette

question et nous n'en voulons pour preuve que l'exemple fourni par le Barreau Marocain lui-même qui a su conserver toute son indépendance dans sa collaboration constante avec des Magistrats imbus d'une compréhension agissante et d'une conception très élevée de leurs devoirs (6).

(6) Cf. à ce sujet, le rapport de M. le Bâtonnier Picard, au Congrès de Rabat de l'Association Nationale des Avocats, in *Bulletin de l'Association des Avocats*, n° 55, avril-mai-juin 1935, page 288.

CHAPITRE III

La législation tunisienne.

Les principes directeurs du décret beylical du 20 décembre 1920, portant Code Tunisien de Procédure Civile, sont, à l'exception d'un seul, les mêmes que ceux qui dominent notre vieux Code de Procédure Civile : la Procédure y est, en effet, orale, publique et contradictoire, mais elle est dirigée par le juge et non par les parties.

Le Tribunal est saisi par une requête verbale ou écrite présentée par le demandeur ou son mandataire régulier. Elle est inscrite dès réception sur un registre tenu au greffe, qui ouvre un dossier ; ce dossier est remis au Président qui commet un juge (art. 32).

Désormais le Tribunal est dessaisi au profit de ce magistrat à qui est confiée l'instruction du procès.

Aux termes de l'article 33, ce juge « rassemble les preuves écrites et orales de nature à éclairer le Tribunal ». Ses pouvoirs sont donc très étendus.

Il cite les parties à se présenter devant lui, provoque, entend et consigne leurs dires (art. 33) : le juge joue donc le rôle d'un juge d'instruction civil. Les précisions demandées par le juge aux parties peuvent être fournies par écrit.

S'il l'estime utile, le juge commis peut entendre ou faire entendre les témoins, ordonner les expertises, les enquêtes ou les transports sur les lieux et procède lui-même à ces mesures d'instruction ; il rédige un procès-verbal.

Au cas de difficulté sur l'admissibilité de la preuve, le juge commis renvoie les parties devant le Tribunal qui sta-

tue sur l'incident par un jugement dont appel ne peut être interjeté qu'après jugement du fond, si celui-ci est lui-même susceptible d'appel (art. 42).

Lorsqu'il estime que l'affaire est en état, c'est-à-dire qu'elle est prête à être jugée, le juge commis transmet, sans fournir aucun avis sur la solution que comporte l'affaire, le dossier au Président. Ce dernier peut, soit renvoyer l'affaire à l'audience, soit ordonner un supplément d'information (art. 40).

Enfin, l'article 36 confère au juge commis un pouvoir de conciliation.

Les pouvoirs du juge commis sont donc très grands ; ils sont tempérés par le contrôle que le Tribunal exerce sur lui aux divers instants de la procédure.

On a souvent comparé ce juge commis au juge d'instruction en matière pénale ; comme lui, le juge tunisien dirige librement l'instruction de l'affaire sous le contrôle du Tribunal (Chambre des mises en accusation en matière pénale) ; mais il en diffère sur un point : il ne peut émettre aucun avis sur l'affaire, tandis que le juge d'instruction qualifie l'infraction et renvoie les inculpés devant la juridiction compétente.

TITRE III

LA POSITION DES REDACTEURS DU DECRET-LOI DU 30 OCTOBRE 1935 EN FACE DU PROBLEME DE LA REFORME DE LA PROCEDURE CIVILE

L'étude comparée des différentes sortes de procédures tant au point de vue doctrinal qu'au point de vue des applications pratiques dans les législations alsacienne, marocaine et tunisienne, nous amène à examiner la position prise devant le problème de la réforme de la Procédure par les rédacteurs du décret du 30 octobre 1935.

Ceux-ci avaient le choix entre deux méthodes, également susceptibles d'atteindre à une justice plus rapide, plus simple et moins coûteuse :

— Apporter dans notre procédure de véritables « réformes de structure », pour employer une expression bien actuelle, en faisant de la Justice un « service public » et en donnant au juge un pouvoir de direction effective sur la marche du procès ;

— Ou introduire dans notre législation certains aménagements, qui, sans méconnaître l'esprit traditionnel de notre Procédure, n'en sont pas moins susceptibles de remédier aux abus les plus criants.

C'est à cette deuxième solution que se sont ralliés les rédacteurs du décret-loi du 30 octobre 1935 ; ceux-ci suivaient en cela la méthode que, le premier août 1934, Henry Chéron, Garde des Sceaux, avait tracée aux membres de

la Commission de réforme de la Procédure civile, instituée alors au Ministère de la Justice :

« Votre tâche est cependant délicate ; elle consiste à reprendre notre vieux Code, à l'améliorer, à le simplifier, à le moderniser, sans néanmoins bouleverser cet édifice séculaire, ni en détruire l'harmonie. La réforme de la Procédure doit, en effet, non point s'inspirer de conceptions théoriques ou abstraites, mais réaliser une œuvre pratique, immédiatement utilisable dans la vie judiciaire quotidienne. Une bonne méthode consisterait à reprendre le plan de 1807 et, dans toute la mesure du possible, à en garder la numération. Ainsi l'œuvre nouvelle se rattacherait directement à la tradition qu'elle doit renouveler sans doute, mais dont elle doit retenir tous les enseignements utiles ».

Ainsi comprise la réforme ne pouvait être que limitée et les rédacteurs du décret-loi du 30 octobre 1935, qui se sont étroitement inspirés des travaux de la commission de 1934, ne pouvaient que s'arrêter à un compromis entre les principes traditionnels de notre système procédural et les méthodes modernes tendant à donner au juge la direction du procès.

En fait, les auteurs du décret ont maintenu le type accusatoire de notre procédure puisque la direction du procès appartient toujours aux parties ou, plus exactement, à leurs mandataires, les avoués, mais ils ont tempéré ce caractère par l'institution du juge chargé de suivre la procédure qui, sans diriger l'instance, exerce sur elle un contrôle effectif de tous les instants.

Les réformes intervenues, quoique fragmentaires, ne sont-elles pas une amorce à une réforme plus profonde, basée sur les principes qui ont présidé à l'élaboration du dahir de procédure marocain qui, selon l'expression de M^e Appleton,

est « un modèle de logique, de simplicité, d'efficace clarté » (1) ?

Quelle que soit la réponse faite à cette question, il nous apparaît utile d'analyser ici les objections de principe et de fait soulevées par tous ceux qui sont hostiles à la notion « révolutionnaire » de la « Justice, Service Public ».

Pour ceux-ci, — et ils sont nombreux, — les principes traditionnels de notre Code de Procédure doivent être farouchement sauvegardés. Toute réforme profonde répond à leurs yeux à une « formule de régression et non de progrès » (2) ; l'introduction de « vers rongeurs » dans notre Procédure serait une atteinte grave à la liberté du justiciable et à la saine administration de la Justice. Nous demandons à ne pas trop nous arrêter à ces idées, que nous respectons sans, cependant, les partager entièrement.

Plus forte est pour nous l'objection de ceux qui pensent que l'œuvre marocaine, si souvent citée en exemple, créée pour un pays neuf, ne peut être transportée en France sans une adaptation aux principes traditionnels.

Il est réel qu'au Maroc, on a taillé dans du neuf, sans souci de contingences, par ailleurs respectables, et sans crainte de heurter nombre d'intérêts légitimes, notamment ceux des officiers ministériels qui n'existaient pas, intérêts qu'il serait imprudent de sous-estimer dans notre vieux pays.

Et pourtant, toute réforme profonde de notre Procédure

(1) Appleton, La Procédure civile française et le dahir de Procédure marocain, in *Bulletin de l'Association Nationale des Avocats*, n° 43, mars 1932, page 179.

(2) Lerch, Communication présentée au Congrès de Besançon de l'Association Nationale des Avocats, 20 mai 1937, rapportée par Vanlaer, *Le Décret-Loi du 30 octobre 1935*, tome II, page 549.

paraît devoir entraîner, presque fatalement, la disparition des officiers ministériels, au moins dans leur forme actuelle.

Les greffiers, les syndics de faillite, les commissaires-pri-seurs ne peuvent-ils pas devenir des fonctionnaires, sans qu'aucun préjudice soit porté aux justiciables?

Les huissiers ne peuvent-ils pas être remplacés dans leur rôle à l'audience, par des gendarmes ou des gardiens de la paix, et, dans leur rôle d'agents de liaison, par la Poste qui remplira ce rôle aussi bien qu'eux et même plus rapidement et à moins de frais? Nous n'ignorons pas que la signification des actes de procédure par la poste a soulevé de nombreuses objections. On a tout d'abord invoqué l'absence de responsabilité des Services des P. T. T. en cas de signification tardive, ce qui risquerait de léser gravement les intérêts des parties; on a aussi invoqué le rôle de conseiller que peut jouer l'huissier qui signifie un acte. Nous ne méconnaissions pas la portée de ces objections; mais, ne peut-on pas envisager, si l'on ne veut pas faire intervenir la Poste, un système de signification par l'intermédiaire de la Police, de la Gendarmerie ou de toute autre autorité administrative?

Plus délicate peut apparaître la suppression des avoués, la séparation de la postulation et de la plaidoirie étant, en effet, un des principes fondamental de notre Procédure. M^e Lepaulle a pris très nettement position sur cette question: « C'est, de toute évidence, celui qui est chargé de présenter les arguments qui doit en faire le schéma. L'opposition de la forme et du fond ne correspond à aucune réalité, à aucune pensée claire; elle doit être éliminée. Il n'y a pas de place, dans une procédure rationnelle, pour un

avocat et un avoué ; l'un des deux doit disparaître » (3), et c'est l'avoué, dit M^e Lepaulle, avocat.

Si cette argumentation est exacte, — et nous la croyons telle, — la suppression des charges d'avoués peut se concevoir. Mais, cette suppression rencontre un obstacle d'ordre budgétaire non négligeable : les offices, — il serait plus exact de dire : le droit de présentation, — étant considérés comme patrimoniaux, leur suppression aboutirait à une expropriation véritable qui ne peut être envisagée sans indemnité. Il est à supposer que cette éventualité ne fasse remettre à un demain plus ou moins lointain une réforme qui semble avoir retenu d'ores et déjà l'assentiment tacite de M. le Doyen César-Bru (4). Ajoutons que la réunion en une seule personne des deux qualités de mandataire et d'avocat existe déjà devant les juridictions répressives, les tribunaux de commerce, les conseils de préfecture, les justices de paix, les conseils de prud'hommes et la Cour de Cassation. Il en est de même en Alsace-Lorraine dans les tribunaux civils où « les avoués sont inconnus et où les avocats s'en montrent satisfaits » (5). Rappelons également qu'au Maroc, l'Avocat est le seul mandataire de justice et a le monopole du mandat *ad litem* devant toutes les juridictions.

Cette réunion en une seule personne (l'avocat) des deux qualités de mandataire et d'avocat crée, nous ne l'oublions pas, quelques servitudes pour les membres du Barreau, comme celle résultant de manipulations de fonds entraînant la nécessité de tenir une comptabilité régulière soumise à certains contrôles. Nous pensons que le Barreau peut

(3) Lepaulle, *La Justice*, page 75.

(4) Cf. César-Bru, *La Procédure du Décret-Loi*, page 27, n° 57.

(5) Intervention du Bâtonnier Rognon, de Metz, à l'Assemblée Générale de la Conférence des Bâtonniers des Départements, 27 décembre 1934, rapportée par Vanlaer, *op. cit.*, tome II, page 560.

s'accommoder de ces servitudes sans nuire à sa grandeur. C'est pour nous une simple question d'adaptation.

L'acheminement vers une « procédure d'autorité » a soulevé certaines objections que nous croyons devoir passer en revue.

On a pensé (6), tout d'abord, qu'un tel système imposerait aux magistrats, dans les tribunaux occupés, une tâche qu'ils seraient dans l'impossibilité de remplir utilement, étant donné leur nombre réduit, pour l'instant, au strict minimum.

Pour obvier à cet inconvénient, indéniable en l'état actuel des choses, ne pourrait-on pas envisager, une fois pour toutes, la refonte de la carte judiciaire de la France, qui amènerait, semble-t-il, la suppression de nombre de petits tribunaux peu occupés, dont le personnel pourrait aller renforcer les tribunaux surchargés ? Et, si cette opération s'avérait comme insuffisante, n'appartiendrait-il pas au Gouvernement d'augmenter le nombre des magistrats, en tenant compte uniquement de la bonne marche de la Justice sans se préoccuper, outre mesure, des répercussions budgétaires ? Il est, selon nous, des dépenses qui sont de bons placements.

Mais, dira-t-on (6), la procédure d'autorité envisagée fait peser sur les épaules des magistrats une responsabilité redoutable susceptible au surplus d'entraîner certains abus.

L'objection a son prix et mérite d'être retenue. Il semble pourtant que, dans toutes les circonstances, on doive faire confiance à la haute probité morale des magistrats, sans laquelle toute justice est inconcevable.

Une autre critique, assez pertinente au premier abord, est adressée aux novateurs, à ceux surtout qui ne perdent pas

(6) Cf. M. le Professeur Solus, dans son article à la *Revue des Vivants*, mai 1935, p. 652.

de vue cette idée fondamentale que l'administration de la Justice est un service public.

Etant données nos traditions et notre mentalité, est-il souhaitable, est-il possible même de donner au juge, qui est un fonctionnaire, un pouvoir d'autorité dans un procès qui concerne un conflit d'intérêts privés ? Ne serait-ce pas là « l'étouffement progressif des droits individuels et des personnalités qui les soutiennent » (7) ? Grave question qui répond, selon nous, à une conception philosophique et sociologique, aussi classique que périmée, et qui, dans tous les cas, appelle la réponse suivante : s'il est bien vrai que, dans une instance concernant un conflit d'intérêts privés et ayant pour but le triomphe d'intérêts privés, l'objet du procès appartient aux parties, dès que celles-ci ont recours au service public chargé de trancher de tels litiges, elles se dessaisissent du droit de diriger elles-mêmes la procédure. Ce droit appartient aux fonctionnaires chargés de ce service public, les juges, qui ont le devoir, et doivent avoir le pouvoir, d'en assurer le fonctionnement dans les meilleures conditions possibles de célérité et de clarté, avec le souci constant d'assurer aux justiciables la protection qui leur est due.

Donner au magistrat la direction du procès, a-t-on dit également, n'est-ce pas donner la prédominance à la procédure écrite et à faire de la plaidoirie le complément nullement nécessaire du dossier écrit, le mémoire devenant l'élément essentiel de la défense ?

Nous ne méconnaissons pas ce que cette crainte a de fondé ; elle a été l'objet des préoccupations constantes du

(7) Lerch, Communication déjà citée et rapportée par Vanlaer, *op. cit.*, tome II, page 547. Cf. aussi, à ce sujet, M. le Professeur Solus, article à la *Revue des Vivants*, mai 1935, page 652.

Barreau français, très jaloux de ses prérogatives et, en particulier, de son droit de parole à la barre.

Nous ne pensons pas que la procédure écrite diminue l'importance et la portée des plaidoiries. Nous nous plaçons à rapporter ici, à ce sujet, une idée exprimée par M^e Sarran : « la parole est un instrument nécessaire à toute procédure moderne. Le juge, instruit par les écritures des faits essentiels de la cause, la situera exactement dans son cadre ; connaissant les moyens respectifs des parties, il aura dégagé les points sur lesquels sa conviction devra se déterminer ; intervenant à ce stade ultime de la procédure, la plaidoirie de l'avocat sera capitale et décisive » (8).

N'est-ce pas là la meilleure réponse à la question posée plus haut ?

* * *

De tout ce qui précède, il est possible de dégager les principes généraux susceptibles de présider à l'élaboration d'une procédure civile simple, efficace et directe :

— Suppression de la dualité de la défense : avoué et avocat ;

— Assignation, convocations et notifications confiées à la poste ou aux agents de la force publique ;

— Instruction dirigée par le juge, dès le début de l'instance, comme dans notre procédure pénale ;

— Information écrite et débat oral, précédé d'un rapport du magistrat.

La procédure marocaine s'est inspirée de ces principes. Elle forme un tout harmonieux qui a fait ses preuves depuis

(8) Extrait de l'allocution prononcée, le 28 octobre 1934, par M^e Sarran, Président de l'Association Nationale des Avocats, à l'issue du banquet de rentrée annuel du Comité, rapporté par Vanlaer, *op. cit.*, tome II, page 540.

plus de vingt-cinq ans. Elle peut nous servir d'exemple, avec les adaptations indispensables pour notre vieux pays.

Si les réformateurs de 1935 n'ont pas apporté dans notre Procédure civile une réforme aussi complète, il serait peu équitable de les accuser de tiédeur dans leurs conceptions.

Par la création du juge chargé de suivre la procédure, ils ont introduit dans notre législation une pensée neuve qui ne peut manquer de faire son chemin.

DEUXIÈME PARTIE

Le Décret-Loi du 30 Octobre 1935 et l'Instruction des Affaires.

Le décret-loi du 30 octobre 1935 a apporté deux modifications essentielles au titre III du livre II de la première partie du Code de Procédure Civile, intitulé « de la constitution des avoués et des défenses ».

D'une part, il a complété ce titre par l'adjonction de ces mots : « et de l'instruction des affaires ».

Et, d'autre part, il a ajouté cinq articles nouveaux sous les numéros 82^a à 82^e.

Cette réforme a eu pour but d'accélérer l'instruction des affaires. Elle se traduit :

— par l'intégration dans le Code de Procédure Civile de dispositions jusqu'alors comprises dans des règlements d'administration publique, notamment dans le décret du 30 mars 1808 et relatives à la mise au rôle et à la distribution des causes ;

— par la constitution dans chaque affaire d'un dossier individuel contenant les pièces principales de la procédure et devant suivre les justiciables devant les juridictions successives auxquelles doivent être soumis les litiges ;

— par l'institution, — et c'est là la réforme capitale, — d'un « juge chargé de suivre la procédure » et de faire un rapport à l'audience ; ce magistrat est investi du droit d'ordonner des mesures d'information et de statuer sur divers incidents limitativement énumérés,

L'analyse des modifications susvisées va faire l'objet de la deuxième partie de notre étude.

Nous les envisagerons sous trois titres :

1° Les modifications aux textes existants : mise au rôle et dépôt des conclusions.

2° Le dossier du Tribunal.

3° Le juge chargé de suivre la procédure.

TITRE PREMIER

LES MODIFICATIONS AUX TEXTES EXISTANTS

CHAPITRE PREMIER

La mise au rôle.

Aux termes du décret du 30 mars 1808, il était tenu au greffe de chaque tribunal un registre, appelé « rôle général », coté et paraphé par le Président, sur lequel étaient inscrites, dans l'ordre de leur présentation, toutes les causes, à l'exception des affaires relatives aux lois forestières, aux droits d'enregistrement, aux loteries, aux droits d'hypothèques et de greffe et aux contributions (art. 55, 56 pour le tribunal de première instance, art. 19 pour la Cour d'Appel).

Cette inscription était requise par les avoués, la veille au plus tard du jour où ils devaient se présenter à l'audience, et elle devait comprendre les noms des parties et ceux des avoués. Pratiquement, l'avoué le plus diligent remettait au greffier un « placet » contenant les indications requises ; ce placet était rendu à l'avoué par le greffier qui y indiquait le numéro d'enrôlement.

En marge de l'inscription, le président indiquait la chambre à laquelle l'affaire était distribuée (art. 19, 55).

Enfin, il était extrait, pour chaque chambre, sur le rôle général, un rôle particulier des affaires qui lui étaient distribuées ou renvoyées (art. 24, 61).

Le décret-loi du 30 octobre 1935 a réglementé à nouveau cette matière de la mise au rôle en l'intégrant dans le Code de Procédure civile. Mais, il n'a pas touché au décret du 30 mars 1808, dont les dispositions ne se trouvent modifiées que par voie de conséquence. Il eut été préférable que les rédacteurs du décret de 1935 eussent mis d'une façon expresse les prescriptions du décret de 1808 en concordance avec les dispositions nouvelles. Nombre de difficultés d'ordre pratique eussent été évitées, que nous signalerons en leur temps.

L'article 82^a, ajouté par le décret-loi de 1935 au Code de Procédure Civile, prévoit, dans son alinéa premier, la tenue au greffe de chaque tribunal d'un registre sur lequel sont inscrites toutes les affaires portées devant le Tribunal.

Un tel registre était déjà prévu par le décret de 1808 : c'était le « rôle général ».

On a pu se demander s'il ne serait pas nécessaire de tenir désormais, pour satisfaire au décret-loi, un second registre qui aurait fait double emploi avec le premier. Les greffiers ont interprété l'article 82^a comme visant l'ancien rôle général. Cette interprétation est raisonnable ; mais, le défaut de rédaction du décret-loi est d'autant plus sensible que l'article 82^b parle du « rôle ».

Un autre point obscur est celui de savoir si le rôle particulier de chaque chambre prévu par l'article 61 du décret de 1808 subsiste depuis le décret-loi de 1935. En effet, les articles 82^a et suivants du Code de Procédure Civile n'en font pas mention. On pourrait même penser qu'ils l'excluent puisque l'article 82^a, paragraphe 4, dispose qu'en marge de l'inscription au registre général, le Président doit mentionner le nom du magistrat qui suivra la procédure ; il est vrai que l'on peut dire que ce même article 82^a, para-

graphe 4, exige implicitement la tenue du rôle particulier en prescrivant que le juge chargé de suivre la procédure sera désigné « par le Président de la Chambre à laquelle l'affaire aura été au préalable distribuée ».

Il n'y a, en définitive, rien de changé à la tenue des registres du greffe : le rôle général et le rôle particulier de chaque chambre subsistent ; ils sont simplement complétés par l'adjonction d'une colonne où est mentionné le nom du juge chargé de suivre la procédure.

L'inscription est requise, en principe, par l'avoué du demandeur qui dépose au greffe du Tribunal, non plus seulement un placet comme dans le régime antérieur, mais une copie de la demande ; si l'avoué du demandeur se montre négligent, ces dépôt et réquisition peuvent être faits par l'avoué du défendeur.

En somme, c'est l'avoué le plus diligent qui doit faire procéder à l'enrôlement de l'affaire.

A quel moment, la réquisition d'enrôlement doit-elle être effectuée ?

« Passé le délai d'assignation », nous dit l'article 82^a ; c'est-à-dire après que les délais prévus par les articles 72 et suivants du Code de Procédure, soient écoulés. Exception est faite dans le cas où, en vertu d'une ordonnance rendue sur requête par le président (art. 72, C. Proc. Civ.), l'assignation est délivrée à bref délai ; dans ce cas, l'avoué du demandeur peut requérir l'inscription au rôle avant l'échéance du délai d'assignation.

Le décret-loi fixe donc une période pendant laquelle la réquisition d'inscription au rôle ne peut être faite ; mais, il ne contient pas une disposition, renouvelée de l'article 55 du décret du 30 mars 1808, en vertu de laquelle l'enrôlement devait être fait la veille au plus tard de l'audience.

Désormais, la réquisition d'inscription au rôle peut donc intervenir à un moment quelconque, passé le délai d'assignation.

Nous estimons, en effet, avec le Conseiller Goyet (1) que l'article 55 du décret du 30 mars 1808 doit être considéré comme abrogé par application des dispositions de l'article 9 du décret-loi : le renvoi à l'audience est, en effet, désormais ordonné par le juge chargé de suivre la procédure, lequel est désigné par le président, en marge de l'inscription au rôle.

(1) Goyet, *Commentaire aux Lois Nouvelles*, 1936, page 222.

CHAPITRE II

Les conclusions.

Les articles 82^a, alinéa 1, et 82^e, alinéa 2, du Code de Procédure Civile, disposent que :

« toutes les conclusions prises par les parties seront déposées au greffe » et que « le tribunal ne statuera que sur les conclusions déposées au greffe. Les conclusions qui n'auront pas été signifiées trois jours avant l'audience ne seront pas recevables ».

Ces prescriptions sont inspirées des articles 70 et 71 du décret du 30 mars 1808. Ces derniers articles étaient restés lettres mortes parce qu'aucune sanction ne s'attachait à leur violation : la partie contre laquelle il était pris des conclusions tardives pouvait bien les faire déclarer irrecevables, mais il était très rare que les avoués excipassent de l'absence de signification.

Le décret-loi du 30 octobre 1935 a donc repris l'exigence de la signification des conclusions et de leur dépôt au greffe (il a même ajouté la formalité du visa par le président) et il a sanctionné par une irrecevabilité l'inexécution de ces formalités.

Cette irrecevabilité soulève plusieurs problèmes qui ont déjà donné lieu à un certain nombre de décisions judiciaires.

Premier ordre de problèmes. Le Tribunal ne peut statuer que sur les conclusions déposées au greffe.

A quelle époque ce dépôt doit-il être effectué ? Le tribunal

peut-il opposer d'office le défaut de dépôt ? Le décret-loi a laissé ces questions sans réponse, et les commentateurs se sont efforcés de les résoudre.

Certains ont paru croire que les conclusions devaient être déposées au greffe trois jours avant l'audience. Il semble que cette interprétation ajoute au texte du décret-loi qui n'exige un délai de trois jours que pour la signification des conclusions et non pour leur dépôt au greffe.

Certes, ce délai de trois jours serait utile au juge chargé de suivre la procédure pour préparer le rapport qu'il doit faire à l'audience.

Mais, nous estimons, avec l'auteur de la note parue aux Lois Nouvelles et signée M. G. D. (1) que l'on doit s'en tenir au texte formel et que le tribunal peut et doit statuer sur toutes les conclusions déposées au greffe avant l'audience.

Mais, il ne doit statuer que sur celles-là et il doit relever d'office l'absence de dépôt. Comme le dit M. le Professeur Morel, dans le supplément à la troisième édition du *Traité de Procédure* de Glasson et Tissier (2) :

« Le décret-loi crée pour le Tribunal une véritable obligation ; il doit donc, d'office, refuser de statuer sur les conclusions non déposées et dont il n'est pas légalement saisi ».

Cette solution résulte, du reste, des termes impératifs de l'article 82^e : « le Tribunal ne statuera que sur les conclusions déposées au greffe ».

Au surplus, cette règle est édictée, non dans l'intérêt des parties, mais dans celui du Tribunal et des juridictions d'appel ou de cassation, qui connaîtront ainsi l'affaire dans son ensemble.

(1) M. G. D., Des règles édictées par l'art. 82^e, al. 2, nouveau du *Code de Procédure Civile*, relativement au dépôt au greffe et à la signification des conclusions, *Lois Nouvelles*, n° 25, 15 novembre 1937, page 93.

(2) Glasson, Tissier et Morel, *Traité*, tome V, n° 500, page 562.

En un mot, le dépôt des conclusions au greffe est une mesure qui vise à la bonne administration de la Justice ; il présente donc un caractère d'ordre public et peut être, par suite, sanctionné d'office par le Tribunal.

Deuxième ordre de problèmes : les conclusions signifiées moins de trois jours avant l'audience sont irrecevables.

Une fois encore, le décret-loi du 30 octobre 1935 a laissé sans réponses plusieurs questions : comment se calcule le délai de trois jours ? De quelle audience s'agit-il ? Comment sera opposée la fin de non-recevoir ?

En l'absence de textes le précisant et comme il ne s'agit pas d'un acte fait à personne ou à domicile, le délai de trois jours n'est pas un délai franc ; il faut donc appliquer la règle de l'article 1.033, C. Proc. Civ. : le *dies a quo* ne compte pas dans le calcul du délai, mais le *dies ad quem* compte (3). Il convient de signaler ici le mode de calcul « rétroactif » que préconise l'auteur de la note précitée et signée M. G. D. : le *dies a quo* étant le jour de l'audience et le *dies ad quem*, le jour de la signification des conclusions.

Nous sommes ainsi amenés à nous demander quelle est l'audience avant laquelle les conclusions doivent être signifiées et déposées.

La jurisprudence admet que cette audience est celle d'ouverture des débats.

C'est ce que décide notamment un arrêt de la Cour d'appel de Paris du 12 novembre 1936 (4) qui estime, — et l'ar-

(3) En ce sens : Paris (2^e ch.), 6 mars 1937, Ep. Aldebert c. Vve Garrigou, G. P., 6 avril 1937 ; G. T., 25 avril 1937 ; S. J., 1937-170 ; D. H. 1937-242.

(4) Paris, 12 novembre 1936, E. Brandt et Sté des Etablissements Brandt c. Dr. Maurice et Ministre de la Guerre, G. P., 1936-2-833 ; D. H. 1937-11. En ce sens également : Paris (1^{re} ch.), 13 décembre 1937, Agence Desbly c. Percep-

gument nous paraît tout à fait probant, — que « admettre que des conclusions puissent être signifiées au cours des débats serait enlever tout effet à une disposition impérative du décret qui a eu pour but de mettre fin aux inconvénients provenant de l'abus des conclusions prises au cours des plaidoiries ».

Un autre arrêt de la même Cour du 13 décembre 1937 précise : « l'audience dont il est question dans l'article 82^e est celle au cours de laquelle les débats ont effectivement commencé, même s'ils se sont poursuivis à des audiences ultérieures, et les débats sont réputés commencés dès lors que le magistrat chargé de suivre la procédure a fait son rapport » (5).

L'auteur de la note signée M. G. D., qui reconnaît la grande valeur de cette argumentation, la combat en invoquant les dispositions de l'article 154 *bis*, Code Procédure Civile :

« Supposons, en effet, écrit-il (6), qu'au jour fixé pour l'audience, l'avoué du défendeur n'ait pas conclu. Que va-t-il se passer? D'après l'article 154 *bis*, le demandeur pourra poursuivre l'audience sur avenir visant l'application du présent article et, après un délai de quinze jours francs, requérir l'adjudication de la demande. Or, si, à partir de cette première audience où est constaté le défaut de conclusions du défendeur, il ne peut plus déposer de conclusions dont le Tribunal doit faire état, que signifie cet avenir lui donnant un délai de quinze jours francs? S'il ne

teur 9^e arrondissement, S. J. 1938-494 ; G. P. 1938-1-203 ; D. H. 1938-121. Lyon (1^{re} ch.), 10 mars 1937, Tardy c. Vve Oriol, S. J. 1937-482. Pau, 11 juin 1937, Crédit National c. Casteris et autres, S. J. 1937-482 ; G. P. 1937-2-519.

(5) Notons que cet arrêt semble considérer comme abrogé l'article 343, C. Proc. Civ., aux termes duquel « les plaidoiries sont réputées commencées quand les conclusions ont été prises contradictoirement à l'audience ».

(6) M. G. D., Article aux *Lois Nouvelles*, 1937-95.

peut rien faire pendant ce délai, à quoi sert cet avenir ? Et pourquoi attendre quinze jours avant l'adjudication de la demande ?

« Il semble bien que l'article 154 *bis* donne au défendeur qui n'a pas conclu au jour de l'audience un délai pour conclure valablement, ce qui est difficilement conciliable avec ce principe que le défendeur ne pourrait plus conclure après le jour qui a été fixé pour l'audience et où le juge-rapporteur a constaté dans son rapport que le défendeur n'a pas conclu ; et nous inclinierions à penser que l'article 154 *bis* est incompréhensible si l'audience visée par l'article 82° est l'audience d'ouverture des débats, tandis que ce texte est clair s'il s'agit de l'audience de clôture, où l'avoué qui a conclu requiert un jugement contradictoire ».

L'argumentation de M. G. D. ne nous convainc pas : pour permettre, en effet, au défendeur de se conformer aux prescriptions de l'article 82°, il suffit d'admettre que l'avenir de l'article 154 *bis* entraîne une réouverture des débats. Ce qui permet au défendeur de déposer des conclusions trois jours avant la nouvelle audience.

Nous estimons donc, avec la jurisprudence, que les conclusions signifiées moins de trois jours avant l'audience d'ouverture des débats sont irrecevables.

Cette solution emporte cette conséquence que des conclusions ne peuvent plus être prises à la barre, « sur le barreau », pour employer les termes de l'article 72 du décret de 1808. Cet article doit être considéré comme abrogé par application de l'article 9, alinéa 2, du décret du 30 octobre 1935. Comme le souligne M. le Professeur Morel (7), il n'y a pas lieu de le regretter, car de telles conclusions prises à

(7) Glasson, Tissier et Morel, *Traité*, tome V, n° 500, page 564.

la barre pouvaient être gênantes et entraîner des surprises.

Au reste, si l'une des parties a des conclusions importantes à prendre au dernier moment, le tribunal a toujours la faculté de renvoyer, sur requête, l'examen de l'affaire à une audience ultérieure.

Le Tribunal devra-t-il écarter, dans toutes les hypothèses, des conclusions signifiées tardivement?

Evidemment non; il est certains cas où une application littérale de ce principe aboutirait à de véritables dénis de justice.

Tel est le cas où une partie invoque la tardiveté de conclusions signifiées moins de trois jours avant l'audience : on ne saurait lui faire grief de répondre à des conclusions tardives par d'autres conclusions nécessairement tardives. C'est ce qui résulte d'un arrêt de la Cour de Paris du 5 novembre 1936 (8) qui admet que, dans une telle hypothèse, l'irrecevabilité peut être opposée par la partie adverse même d'une manière simplement verbale à l'audience, sans qu'il lui soit nécessaire de déposer des conclusions écrites.

La jurisprudence a également admis qu'une demande en intervention est recevable même si elle résulte de conclusions signifiées moins de trois jours avant l'audience, l'utilité de l'intervention n'apparaissant fréquemment, en effet, qu'au cours des débats (9).

Il y a, dans ces arrêts, une intéressante application de la règle « nulla impossibilis obligatio ». Faut-il étendre cette solution au cas où l'une partie est dans l'impossibilité de répondre dans le délai imparti aux conclusions qui lui ont été signifiées le dernier jour du délai? ou bien au cas où l'une

(8) Paris, 5 novembre 1936, Guérin c. delle Fazillan, G. P. 1936-2-882; S. J. 1937-4; D. H. 1937-9; G. T. 20 novembre 1936.

(9) Paris (Appel des Référé), 17 mars 1937, Société Hôtelière Australia et Génies c. Ep. Peuches, G. P. 1937-2-19; D. H. 1937-368.

des parties veut faire état d'un événement imprévu survenant moins de trois jours avant l'audience?

M. G. D., dans sa note précitée, se montre favorable à une extension de cette solution « lorsque l'une des parties a été, sans aucune faute de sa part, dans l'impossibilité de signifier, trois jours à l'avance, des conclusions pourtant utiles ».

Il serait à souhaiter que le Parlement votât rapidement la proposition, inspirée de l'appel incident en matière correctionnelle, adoptée par le Comité Judiciaire de Législation (10) et tendant à ajouter à l'article 82^e l'alinéa suivant :

« La partie contre laquelle des conclusions sont prises moins de dix jours avant l'audience, aura, à partir de la signification desdites conclusions, un délai de dix jours pour y répondre ».

Il nous reste une dernière question à examiner.

Le Tribunal peut-il sanctionner d'office la tardiveté de signification des conclusions ?

Nous avons vu plus haut que le Tribunal devait soulever d'office l'irrecevabilité de conclusions non déposées au greffe.

Par contre, la plupart des auteurs (11), approuvés par la jurisprudence (12), se sont prononcés dans un sens contraire lorsqu'il s'agit de conclusions tardivement signifiées.

La règle de l'article 82^a est édictée dans l'intérêt privé de la partie contre laquelle des conclusions inattendues sont signifiées moins de trois jours avant l'audience. Si cette

(10) Comité Judiciaire de Législation, 164^e séance d'études, 28 janvier 1937, proposition de M^e Ad. Lacan, Avocat à la Cour d'Appel de Paris.

(11) Nuville, Article à la *Gazette du Palais*, 17 janvier 1936 ; M. G. D., Article aux *Lois Nouvelles*, 1937-98 ; Vanlaer, *Le Décret-loi du 30 octobre* 1935, tome I, page 81.

(12) Tribunal Civil de la Seine (3^e Ch.), 10 février 1937, Baraba c. dame Me Maublanc, G. P., 16 mars 1937.

partie estime que cette signification tardive ne lui cause aucun préjudice et qu'elle est en mesure de plaider utilement, on ne voit pas pourquoi le tribunal lui imposerait une protection qu'elle ne sollicite pas. Un arrêt a même fait application en la matière de l'article 173 nouveau, du Code de Procédure Civile aux termes duquel aucune nullité d'acte de procédure ne pourra être admise que s'il est justifié qu'elle nuit aux intérêts de la partie adverse (13).

Pour nous résumer, nous dirons que les conclusions doivent être signifiées trois jours avant l'audience d'ouverture des débats et déposées au greffe avant cette audience.

Le Tribunal qui doit soulever d'office le défaut de dépôt, ne peut pas le faire pour la tardiveté.

Si ces dispositions ont pu paraître à certains (14) un peu rigides, la pratique se chargera de les assouplir. Elles ont du moins pour but d'éviter les fraudes, les ruses déloyales, les surprises de dernière heure. A ce titre, elles ne peuvent qu'être approuvées.

(13) Dijon (1^{re} ch.), 11 mai 1937, Barmont et Vuillemain c. Union des Viticulteurs du Moulin à Vent, S. J. 1937-482 ; D. H. 1937-492.

(14) Hébraud, Commentaire à la *Revue Critique*, 1936, pages 56 et ss.

TITRE II

LE DOSSIER DU TRIBUNAL

L'article 82^b du Code de Procédure Civile prévoit, pour chaque affaire inscrite au rôle, la constitution d'un dossier ; c'est là une innovation heureuse qui permettra au juge chargé de suivre la procédure et, après lui, au Tribunal de première instance, à la Cour d'Appel et à la Cour de Cassation d'avoir immédiatement une vue d'ensemble de l'affaire.

Aux termes de l'article 82^b, doivent être déposées dans le dossier et cotées par le greffier :

« La copie, certifiée par l'avoué qui aura requis la mise au rôle, de l'exploit d'assignation ; les conclusions échangées portant la date de leur signification et celle de leur dépôt après qu'elles auront été soumises au visa du président du tribunal ; les notes jointes à l'appui, s'il en est ; la copie sur papier libre des décisions prises par le juge chargé de suivre la procédure ; la copie des procès-verbaux ou rapports dressés en exécution de ces décisions ou de jugements ; la copie des jugements rendus par le tribunal ».

Il y a, en outre, « un bordereau sur lequel mention est faite par le greffier, au fur et à mesure et à la date de la remise qui lui en est faite, du dépôt de chacun de ces documents ».

Un premier problème se pose : celui de savoir par qui seront établies ces pièces ?

La constitution du dossier exige la double collaboration du personnel du greffe et des avoués, sous la surveillance du juge chargé de suivre la procédure.

Le greffe établit tout d'abord la chemise du dossier. Il établit ensuite la copie des décisions, procès-verbaux et rapports émanant du Tribunal ou du juge chargé de suivre la procédure.

La chemise doit porter « les noms et domiciles des parties, les noms de leurs avoués et, s'il y a lieu, ceux de leurs avocats, le numéro et la date de mise au rôle ».

Les noms des parties sont portés dès l'ouverture du dossier ; de même, le nom de l'avoué du demandeur qui requiert l'enrôlement de l'affaire ; quant à celui de l'avoué du défendeur, il n'est indiqué, évidemment, que si l'affaire est contradictoire. L'assistance des avocats n'étant pas obligatoire et les parties pouvant se borner à déposer les pièces de l'affaire sur le bureau du tribunal sans faire présenter d'observations orales, le nom des avocats n'est porté sur la chemise que « s'il y a lieu » :

Remarquons, en passant, que le texte de l'article 82^b associe l'avocat à la procédure alors qu'auparavant il en était exclu. Remarquons de plus que l'expression « s'il y a lieu » a entraîné dans le Barreau une certaine inquiétude, qui nous paraît, du reste, peu justifiée (1).

Aux termes de l'article 82^b, les copies des décisions du juge chargé de suivre la procédure doivent être établies par le greffe sur papier libre. Il semble évident qu'il doive en être de même, bien que le décret-loi ne le précise pas, des copies des procès-verbaux et rapports dressés en exécution

(1) Cf. le rapport de M^r Jacques Perrée sur « l'Avocat et les dernières réformes judiciaires », assemblée générale du « Jeune Barreau Français », du 15 novembre 1935, et rapport de M^r Pierre Peschaud sur « le Décret-loi du 30 octobre 1935 », Assemblée Générale de « l'Union des Jeunes Avocats », 18 novembre 1935, documents rapportés par Vanlaer, *Le Décret-loi du 30 octobre 1935*, tome II, pages 569 et suivantes.

des décisions de ce magistrat, ainsi que des copies des jugements du Tribunal.

Cette interprétation a, du reste, été adoptée en pratique.

Les avoués, eux, établissent les copies de l'acte d'ajournement, des conclusions échangées portant la date de leur signification et de leur dépôt au greffe après avoir été revêtues du visa du président du tribunal, et les notes jointes à l'appui.

Que faut-il entendre par « conclusions échangées » et par « notes jointes à l'appui » ?

Par « conclusions échangées », il faut entendre, croyons-nous, l'ensemble des conclusions prises par les parties, ainsi que les défenses, répliques ou dupliques, et non seulement les conclusions prises dans leur dernier état. C'est, du reste, l'interprétation qui cadre le mieux avec le but poursuivi par l'institution du dossier : rassembler, sous une même cote, tous les documents relatifs à l'affaire et qui permettront au Tribunal de se faire une idée d'ensemble du procès.

Sous quelle forme les conclusions doivent-elles figurer au dossier ? En original ou en copie ?

Bien que l'article 82^b n'ait pas employé, pour les conclusions, le terme « copie », comme il l'a fait pour les décisions du juge chargé de suivre la procédure, nous estimons, avec M. Vanlaer (2), que c'est de copies, certifiées conformes par les avoués, qu'il s'agit.

Cette interprétation s'autorise du fait que le texte précise que la pièce déposée au dossier porterait la date de la signification : cette précision exclut l'idée d'un original qui comporte par lui-même toutes les mentions relatives à sa signification et non pas seulement à la date de celle-ci.

(2) Vanlaer, *Le Décret-Loi du 30 octobre 1935*, tome I, page 97.

Au surplus, comme le fait remarquer M. Delor (3), les avoués ont un intérêt de premier ordre à conserver l'original des conclusions, dont ils ont un besoin indiscutable et qui doit figurer, le cas échéant, dans le dossier de taxe.

Les « notes jointes à l'appui », sont celles que les parties estiment utile de porter à la connaissance du tribunal après les conclusions du Ministère public et qui ne font pas double emploi avec leurs conclusions ; cette interprétation, qui paraît du reste la seule possible, est celle donnée par le Garde des Sceaux dans sa circulaire du 20 novembre 1935 (4).

Le dossier doit, en outre, contenir mention des remises de causes accordées à l'audience. Cette disposition mérite d'être approuvée, car elle enlève à ce moyen dilatoire de la remise de cause, le caractère officieux et discret qui en faisait un des principaux attraits.

Le dossier, « véritable état civil de l'affaire », pour employer l'expression de Goyet (5), doit suivre celle-ci devant toutes les juridictions auxquelles elle est soumise.

C'est ce qui résulte des deux derniers alinéas de l'article 82^{bis} :

« Si l'affaire est l'objet d'un appel ou d'un pourvoi en cassation, le dossier sera transmis au premier président de la juridiction saisie, dès que celui-ci en aura fait la demande.

« Le dossier fera ensuite retour au greffe du Tribunal. Il y sera ajouté, par le greffier de la juridiction qui aura statué, une copie de la décision intervenue ».

Il y a lieu de regretter que la transmission du dossier de la juridiction inférieure à la juridiction supérieure ne soit

(3) Delor, *Commentaire au Répertoire Commaille*, 1936, page 10.

(4) D. P., 1935-4-423.

(5) Goyet, *Commentaire aux Lois Nouvelles*, 1936-226.

pas automatique et nécessite l'intervention du premier président de la Cour d'appel ou de la Cour de Cassation.

Il peut en résulter des échanges de correspondances et des retards, soit que ces hauts magistrats prennent l'habitude de demander toujours et par mesure de précaution la transmission du dossier, soit qu'ils attendent d'avoir connaissance de l'affaire pour juger de l'utilité de cette transmission.

Il nous aurait paru plus opportun de donner, dans tous les cas, au greffier de la Cour d'Appel la mission de réclamer le dossier à son collègue de première instance, dès qu'il a connaissance de l'appel, grâce à l'heureuse modification de l'article 456, Code de Procédure Civile, qui fait une obligation à l'avoué de l'appelant de déclarer l'appel au greffe de la juridiction d'appel dans les quinze jours de la signification de l'acte d'appel (6).

On éviterait ainsi d'avoir des ruptures de composition dans le dossier d'une affaire qui parcourt successivement tous les degrés de recours jusqu'au renvoi après cassation ; on éviterait également d'avoir des dossiers plus ou moins complets selon les circonstances.

Le greffier de la juridiction supérieure doit compléter le dossier en y ajoutant une copie de la décision intervenue.

Les arrêts avant-dire-droit ou rendus sur incidents, les conclusions prises en appel ou les mémoires produits devant la Cour de Cassation doivent-ils figurer au dossier ? Le décret-loi est muet à ce sujet. Nous répondons par l'affirmative à cette question, car nous ne devons pas oublier que le dossier est un véritable « état civil » de l'affaire.

Enfin, lorsque l'affaire est terminée, le dossier doit être renvoyé au greffe qui l'a constitué.

(6) Cf. Vanlaer, *op. cit.*, tome I, page 99.

Qui doit prendre l'initiative de ce renvoi ? Il semble que ce doive être le premier président, puisque c'est lui qui doit demander le dossier. A quel moment le renvoi doit-il être effectué ? Immédiatement après l'arrêt définitif qui dessaisit la Cour d'Appel, ou après l'expiration du délai de cassation ? Nous estimons que les premiers présidents de Cour d'Appel feront bien d'attendre l'expiration des délais de pourvoi, afin de pouvoir transmettre le dossier à la Cour suprême sur la demande de son premier président ; ils éviteront ainsi une transmission et, partant, des frais.

La constitution d'un dossier, facilitée, certes, par les procédés modernes de dactylographie, entraîne, à n'en pas douter, un accroissement de paperasserie et de frais. Mais, cet inconvénient est-il de nature à être retenu en présence des avantages que le dossier lui-même apporte à la bonne marche de la Justice ? On peut, semble-t-il, répondre par la négative à cette question.

Le dossier, en effet, permet au tribunal d'avoir une vue d'ensemble de l'affaire ; il permet à la juridiction supérieure, lors de l'exercice des voies de recours, d'avoir une connaissance directe de l'affaire. Il est susceptible enfin, comme le souligne M. le Professeur Solus (7), de permettre d'envisager la suppression des « qualités », cette partie du jugement rédigée par les avoués, qui est la cause de tant d'incidents ; cette suppression entraînerait une grande économie de temps et d'argent.

Certains auteurs (8) ont craint que la connaissance du dossier par la Cour de Cassation n'amènât celle-ci à entrer

(7) Solus, La Réforme de la Procédure, in *Revue des Vivants*, mai 1935. V. aussi le projet de réforme des articles 141 et suivants du C. de Proc. Civ., concernant la rédaction des qualités des jugements et arrêts, de la « Société d'Etudes Législatives », 1934, page 167 ; 1935, pages 76 et 119.

(8) Hébraud, Commentaire à la *Revue Critique*, 1936, page 52.

davantage dans l'examen des faits de la cause. C'est là une hypothèse qui ne ferait qu'accentuer la tendance, bien marquée déjà, de notre haute juridiction à mêler le fait au droit. En tout état de cause, elle ne nous paraît pas devoir contrebalancer les avantages découlant de l'institution du dossier.

TITRE III

LE JUGE CHARGE DE SUIVRE LA PROCEDURE

C'est là l'innovation la plus heureuse du décret-loi du 30 octobre 1935. Elle mérite toute notre attention.

L'usage s'est établi en pratique d'employer l'expression « juge-rapporteur » au lieu de « juge chargé de suivre la procédure ». Nous préférons cette dernière expression qui est plus large que la première. On n'a que trop tendance à minimiser le rôle du « juge chargé de suivre la procédure » et à ne faire de celui-ci qu'un simple « juge-rapporteur ».

CHAPITRE PREMIER

Désignation du juge chargé de suivre la procédure.

Aux termes de l'article 82^a, paragraphe 4, Code de Procédure Civile, « en marge de l'inscription de l'affaire au rôle, le président du tribunal, — ou celui de la chambre à laquelle l'affaire aura été au préalable distribuée, — indiquera le nom du magistrat qui sera chargé de suivre la procédure ».

Deux hypothèses doivent être envisagées :

a) Le tribunal n'a qu'une chambre : c'est alors le président du tribunal qui désignera le juge chargé de suivre la procédure en marge de l'inscription de l'affaire au rôle général.

b) Le tribunal a plusieurs chambres : c'est alors au président de la chambre à laquelle l'affaire a été distribuée qu'incombera le soin de désigner le juge chargé de suivre la procédure ; la désignation se fera alors en marge de l'inscription au rôle particulier de la Chambre.

Si le président (ou le président de la Chambre qui doit connaître de l'affaire) est empêché, la désignation est effectuée, conformément au droit commun par le juge le plus ancien.

Le président doit désigner un juge de sa chambre puisque le juge chargé de suivre la procédure est tenu de faire un rapport à l'audience ; il peut désigner un juge suppléant ou se désigner lui-même. La circulaire du Garde des Sceaux du 30 novembre 1935 est nette à ce sujet : « Il va de soi

que rien ne s'oppose, notamment pour certains litiges particulièrement importants et difficiles, à ce que le président du tribunal soit chargé en personne de suivre la procédure ». La Circulaire du Premier Président de la Cour d'Appel d'Angers aux Présidents des Tribunaux de son ressort, en date du 11 janvier 1936, est encore plus expressive : « Je vous invite expressément à vous désigner dans toutes les affaires pour suivre la procédure et un juge titulaire en second lieu à votre défaut. C'est le président du tribunal qui doit seul assurer la bonne marche des affaires qui lui sont soumises et aucun des tribunaux du ressort n'est suffisamment important pour permettre au président d'abandonner à un de ses collègues cette fonction primordiale ».

Dans le cas où une affaire est soumise à un tribunal rattaché, la désignation est effectuée par le juge-résident, investi des fonctions administratives du président du tribunal, et non par le magistrat du tribunal de rattachement, chargé de présider les débats, dont le rôle ne s'exerce qu'à l'audience aux termes du décret du 28 mars 1934. Au surplus, le juge-résident, étant le seul magistrat qui se trouve en permanence au siège du tribunal, doit se désigner lui-même comme juge chargé de suivre la procédure ; ce dernier, en effet, peut être saisi de certaines requêtes en dehors des jours d'audience.

Un juge chargé de suivre la procédure doit être désigné dans toutes les affaires. Il suffit qu'il s'agisse d'un litige porté devant le tribunal de première instance statuant en matière contentieuse à l'audience ordinaire. Il en sera ainsi notamment des affaires venant devant les tribunaux de première instance en appel des jugements de paix ou des ordonnances prud'homales.

La désignation du juge chargé de suivre la procédure

est nécessaire même si le défendeur fait défaut (1). En effet, étant donné le caractère général des dispositions nouvelles, une affaire ne peut être portée à l'audience qu'après inscription au rôle, nomination d'un juge, ouverture d'un dossier, renvoi par le juge qui doit faire un rapport à l'audience.

(1) Cf. Goyet, *Commentaire aux Lois Nouvelles*, 1936, page 243.

CHAPITRE II

Les fonctions du juge chargé de suivre la procédure.

Les fonctions du juge chargé de suivre la procédure, telles qu'elles résultent du décret-loi du 30 octobre 1935, peuvent être envisagées sous deux angles différents selon qu'il agit par voie d'autorité ou en tant que substitué au Tribunal.

SECTION I. — LES FONCTIONS DU JUGE CHARGÉ DE SUIVRE LA PROCÉDURE AGISSANT PAR VOIE D'AUTORITÉ.

Le juge chargé de suivre la procédure agit par voie d'autorité pour le renvoi des causes à l'audience, lors de son rapport, et pour procéder à une tentative de conciliation.

§ 1. — *Renvoi des causes à l'audience.*

Le deuxième alinéa de l'article 82^a, Code de Procédure civile, stipule qu'« à l'expiration des délais prévus par les articles ci-dessus, le président ou le juge chargé de suivre la procédure convoquera les avoués de la cause ainsi que les avocats qui l'auront demandé ; il renverra à la plus prochaine audience, pour être plaidées par observations, les affaires présentant une urgence particulière ou comportant un débat restreint, et, notamment, celles pour lesquelles la loi dispose qu'elles seront jugées sommairement. Les autres affaires seront appelées à leur tour dans l'ordre du rôle. Mention sera faite au dossier de la décision du juge à cet égard ».

Ainsi, lorsque les délais impartis au défendeur pour comparaître par les articles 72 et suivants du Code de Procédure civile sont expirés, deux situations peuvent se présenter :

ou le défendeur n'a pas constitué avoué et il n'a pas comparu : l'affaire est réputée par défaut ;

ou il a comparu : l'affaire est désormais contradictoire. Si elle est ordinaire, il est procédé aux significations des conclusions visées par les articles 75 à 80 du Code de Procédure civile, dans les délais respectifs de quinzaine et de huitaine. Les affaires sommaires ne sont pas soumises à ces délais.

Les conclusions, connues sous le nom d'écritures grossoyées, étaient depuis longtemps tombées en désuétude et disparurent complètement par suite de la mise en vigueur du tarif des frais de 1919, qui rémunérait les avoués, non plus en tenant compte de l'importance de ces écritures, mais selon un droit fixe et un droit proportionnel. Seuls subsistaient les délais de quinze jours et de huit jours donnés par la loi pour échanger. M. le Professeur Solus, dans son Cours de Procédure Civile professé à la Faculté de Droit de Paris, enseigne que les articles 76 et 77, C. Proc. Civ., sont abrogés implicitement par application de l'article 9 du décret-loi du 30 octobre 1935. D'après ce système, il n'y a pas lieu d'attendre l'expiration des délais de quinze jours et de huit jours et l'inscription au rôle a lieu immédiatement après les délais d'assignation.

A l'expiration du délai d'ajournement (et des délais accordés pour les requêtes et les défenses, si l'on admet que ces délais subsistent), l'affaire doit « sortir du rôle » et venir à l'audience. Il est procédé à l'appel des affaires et à leur renvoi devant la chambre du tribunal qui doit en connaître.

Aux termes de l'article 82^a, cet appel doit être ordonné

« par le président ou par le juge chargé de suivre la procédure ». Il y a là une certaine ambiguïté qui disparaît avec l'explication donnée par Goyet (1) :

« En employant, écrit ce haut magistrat, l'expression « le président ou le juge », les rédacteurs de l'article 82^d ont entendu indiquer que le président pouvait lui-même se désigner comme magistrat chargé de suivre la procédure ».

Dans ces conditions, l'appel des causes est réservé exclusivement au juge chargé de suivre la procédure.

Nous nous rangeons à cette interprétation, étant donné que le juge chargé de suivre la procédure doit veiller à l'expédition rapide de l'affaire.

L'appel des causes par le juge chargé de suivre la procédure a lieu, en principe, le jour indiqué par le président en marge de l'inscription au rôle de l'affaire (art. 82^a, paragraphe 4).

Si, au jour indiqué par le président, les délais prévus par les articles 75 et suivants du Code de Procédure civile ne sont pas expirés, — en supposant, contrairement à la doctrine de M. le Professeur Solus, que ces délais subsistent, — le juge doit renvoyer l'appel à une audience ultérieure.

Au surplus, l'appel de l'affaire au jour fixé par le président n'est pas imposé à peine de forclusion ; l'avoué intéressé peut demander au juge chargé de suivre la procédure l'indication d'un autre jour et donner pour ce jour avenir à son adversaire.

Dans ces conditions, l'article 82^d se réfère directement à l'article 82^a ; les deux formalités prévues par ces textes sont ainsi successives et reliées l'une à l'autre.

Des objections peuvent cependant être faites à cette in-

(1) Goyet, *Commentaire aux Lois Nouvelles*, 1936, page 236.

interprétation et les deux formalités des articles 82^a et 82^d être comprises comme indépendantes l'une de l'autre et parallèles.

C'est ainsi que M. le Professeur Hébraud, qui adopte néanmoins la solution que nous venons d'exposer, esquisse le second système d'interprétation suivant (2) :

L'article 82^d, dit-il, prévoit que le président convoque les parties « à l'expiration des délais prévus par les articles ci-dessus » ; s'il avait voulu viser la fixation faite par le président d'après l'article 82^a, il aurait été plus exact de dire « au jour fixé par le président ». D'autre part, l'article 82^a confie au président le soin de désigner « le jour auquel l'affaire sera appelée ». Cette expression vise, dans la terminologie des textes antérieurs, un appel de la cause à une audience du Tribunal où l'avoué pouvait prendre défaut (3). Pour écarter cette objection, il faut admettre que, par une légère modification de la terminologie traditionnelle, qui n'a d'ailleurs pas de valeur technique, l'expression « appel de la cause » pourra avoir un sens élargi ; cela n'entraînera pas, du reste, de grand changement en pratique, parce que, si le défendeur n'a pas constitué avoué, on considérera l'affaire comme comportant un débat restreint, et le défaut pourra être pris à la plus prochaine audience du Tribunal.

Dans cette seconde interprétation donnée par M. Hébraud, l'article 82^a aurait pour but de fixer vraiment la date de comparution à l'audience, comme en Droit Allemand (4).

(2) Hébraud, Commentaire, *Revue Critique*, 1936, page 54.

(3) Cf. Garsonnet et Cézair Bru, *Traité*, tome II, n° 213, page 340.

(4) Il y a néanmoins une différence essentielle entre la procédure allemande et le système du décret-loi : aux termes du paragraphe 216, Z. P. O., l'assignation étant présentée au Président avant sa signification, l'indication par celui-ci du jour de l'audience n'est, en définitive, qu'un mode de fixation judiciaire du délai d'assignation ; d'après le décret-loi, le pré-

Il faudrait alors trouver un sens aux premiers mots de l'article 82^d, alinéa 2 : « à l'expiration des délais prévus par les articles ci-dessus » ; et, à cet effet, on pourrait se rappeler que les articles 77 et 78, Code de Procédure Civile, fixent les délais accordés aux parties pour l'échange des écritures grossoyées. Mais, l'article 82^d s'applique à toutes les affaires, y compris les affaires sommaires, et on ne peut pas, pour celles-ci, obliger à attendre des délais auxquels elles échappent. D'autre part, la fixation d'audience de l'article 82^a et celle de l'article 82^d tendraient à désigner le même jour par deux procédés différents, d'où il pourrait résulter quelque incohérence.

L'interprétation que nous avons adoptée, si elle ressort, peut-être, moins littéralement de la lecture des textes, s'efforce du moins de rétablir entre eux l'harmonie.

Continuons à suivre le déroulement de la procédure du renvoi de l'affaire à l'audience.

Aux termes d'une autre disposition de l'article 82^d, le juge doit convoquer, pour cette audience de l'appel des causes, les avoués, ainsi que les avocats qui l'auront demandé ; mais, ni les formes de la convocation, ni les délais à observer ne sont déterminés.

La convocation peut être faite par n'importe quel moyen, notamment par des bulletins du greffier, comme c'est l'usage dans les grands tribunaux. Il suffit qu'elle soit faite la veille de l'audience puisqu'aucun délai n'est imparti par

sident n'intervient qu'au moment de l'inscription au rôle, « passé le délai d'assignation ». D'où une seconde différence de fait : en droit allemand, les parties ont immédiatement connaissance de la date fixée, le demandeur, par l'assignation qui lui est rendue à fin de signification, le défendeur, par la signification elle-même ; le décret-loi de 1935 ne prévoit pas le moyen de porter cette date à la connaissance des parties ; elles n'en seront averties que par la convocation de l'article 82 d.

la loi ; mais, le juge et le greffier agiront sagement en prévenant les avoués et les avocats plusieurs jours à l'avance.

Notons, au surplus, que, les prescriptions de l'article 82^a, relatives à la convocation des avoués et des avocats, étant dépourvues de sanctions, il appartient seulement aux avoués et aux avocats qui n'auraient pas été convoqués, de demander au Tribunal le renvoi de l'affaire à une audience autre que celle qu'aurait indiquée le juge chargé de suivre la procédure.

S'agissant d'une simple mesure d'ordre, l'audience d'appel des causes n'est pas publique ; le juge la tient assisté du greffier (art. 1.040, C. Proc. Civ.). Chaque affaire est appelée séparément.

Trois hypothèses peuvent se présenter :

a) le défendeur n'a pas constitué avoué : le juge chargé de suivre la procédure se borne à entendre les explications sommaires de l'avoué et de l'avocat du demandeur et renvoie l'affaire à la plus prochaine audience du Tribunal qui, seul, peut prononcer le défaut.

b) L'affaire étant liée contradictoirement, seul l'avoué de l'une des parties se présente à l'appel : dans ce cas, le juge chargé de suivre la procédure peut, sur la demande motivée de l'avoué absent, remettre l'appel de la cause à une de ses audiences ultérieures ou bien renvoyer l'affaire à la plus prochaine audience du tribunal pour que l'avoué, qui se présente, puisse requérir défaut-congé ou l'adjudication de ses conclusions conformément aux articles 154 et 154 *bis*, C. Proc. Civ.

c) Les avoués des deux parties (et, s'il y a lieu, leurs avocats) se présentent à l'appel : le juge entend leurs explications et prend sa décision : renvoi de la cause à la plus prochaine audience du tribunal ou sa mise à la suite du

rôle de la chambre à laquelle elle a été distribuée. Il peut aussi, si l'une des parties le lui demande, ordonner une mesure d'information préalable.

Les affaires qui seront renvoyées par le juge chargé de suivre la procédure à la plus prochaine audience du tribunal comprennent : les affaires sommaires, telles qu'elles sont définies par l'article 404, Code de Procédure Civile, et les lois postérieures, et les affaires qui, à l'avis du juge chargé de suivre la procédure, présentent une urgence particulière ou ne comportent qu'un débat restreint.

Toutes les autres affaires sont mises à la suite du rôle.

Le juge chargé de suivre la procédure doit, à notre avis, considérer comme comportant une urgence particulière et renvoyer à la plus prochaine audience du Tribunal, les causes dans lesquelles a été rendu un jugement d'avant-dire-droit ou qui reviennent sur opposition à un premier jugement de défaut. Cette interprétation se justifie par la combinaison des articles 82^a et 82^d nouveaux du Code de Procédure Civile avec les articles 30 et 31, pour les instances d'appel, et 73, pour les tribunaux de première instance, du décret du 30 mars 1808.

Dans tous les cas, la décision du juge chargé de suivre la procédure est inscrite au dossier ; elle n'est soumise à aucune forme ; elle n'est pas motivée ; cette décision a, en effet, un caractère purement administratif et le juge jouit d'un pouvoir souverain d'appréciation ; aucune voie de recours n'est ouverte.

Avant de clore ce paragraphe, il est intéressant de noter que « dans l'article 82^d, on innove beaucoup moins qu'on ne sanctionne, en l'améliorant, ce qui se fait déjà. La seule différence, c'est que cela se fera dorénavant en conformité de la loi, au lieu de se faire en vertu d'un usage imposé

dans la pratique quotidienne par la nécessité d'aller plus vite » (5).

§ 2. — *Rapport à l'audience.*

Aux termes de l'article 82^e, « le jour de l'audience, et avant les plaidoiries, la parole sera donnée au juge chargé de suivre la procédure. Ce magistrat, sans faire connaître son avis, présentera un rapport sommaire sur l'objet de la demande, l'état de la procédure, les conclusions et moyens des parties ».

Une circulaire du Garde des Sceaux du 30 novembre 1935 (6) précise en ces termes le but du rapport :

« Ce rapport a pour but, sans diminuer l'importance du débat oral, d'éclairer les juges sur la nature et l'objet du litige qu'ils ont à trancher. Il ne doit donc ni laisser apparaître l'opinion du magistrat, ni contenir une discussion des moyens invoqués par les plaideurs. Mais, le juge servira utilement le désir de simplification qui a inspiré le législateur en retraçant les grandes lignes de la procédure, ou en relevant par exemple, certains faits non contestés, et en permettant ainsi aux conseils des parties de faire porter l'effort de leur démonstration sur les points qui restent en discussion ».

Réserve faite de la Cour de Cassation, où le débat se déroule dans des conditions très particulières, la pratique française n'était pas très favorable au rapport. A part les articles 93 et suivants, Code de Procédure Civile, qui permettaient au Tribunal, dans les affaires complexes et insuffisamment éclairées par les plaidoiries, de nommer un rapporteur, et qui étaient restées sans application (7), on ne

(5) Ouzelatz, *La Nouvelle Procédure*, page 37.

(6) D. P., 1935-4-423.

(7) Ces articles ont, du reste, été abrogés par l'article 9 du décret-loi du 30 octobre 1935.

rencontre le rapport en matière civile, que dans des cas bien déterminés (8) :

Pour les jugements rendus en matière de distribution par contribution (art. 668, C. Proc. Civ.), en matière d'ordre (art. 762, C. Proc. Civ.), de demande en interdiction (art. 891, C. Proc. Civ.), de demande en partage (art. 981, C. Proc. Civ.), de reddition de compte (art. 539, 542, C. Proc. Civ.), de récusation (art. 385, 394, C. Proc. Civ.), de renvoi à un autre Tribunal pour parenté ou alliance (art. 371, C. Proc. Civ.), de faux incident civil (art. 214 et ss., C. Proc. Civ.), de prorogation d'enquête (art. 280, C. Proc. Civ.), de vérification d'écriture (art. 199, C. Proc. Civ.), d'enregistrement (art. 65, paragraphe 5, loi du 22 frimaire an VII, devenu l'article 317 du décret du 27 décembre 1934, portant codification en matière d'enregistrement).

Désormais, au contraire, le rapport devient le droit commun en matière civile ; il constitue une formalité substantielle, tenant à la bonne administration de la Justice. Son absence entraînera donc la nullité du jugement conformément à la jurisprudence qui a prévalu jusqu'ici dans les cas où un rapport préalable est exigé par la loi (9).

Contrairement à cette jurisprudence qui nous paraît devoir être suivie, un arrêt de la Cour d'Appel de Caen (10) a décidé que le rapport prescrit par l'article 82^e n'est pas une formalité édictée à peine de nullité et que, n'intervenant pas dans l'intérêt exclusif des parties, il est, au cas d'omission, dépourvu de sanctions.

Sans doute, l'article 1030, Code de Procédure Civile, rap-

(8) Cf. Glasson, Tissier et Morel, *Traité*, tome II, n° 507, page 506.

(9) Glasson, Tissier et Morel, *op. cit.*, tome V, page 561 ; notons que la jurisprudence de la Chambre Criminelle de la Cour de Cassation assigne également un caractère substantiel au rapport correctionnel.

(10) Caen, 13 janvier 1937, Berthier c. Vve Garnier, *Gaz. des Trib.*, 3 mars 1937.

pelle l'adage que, en procédure, il n'y a pas de nullité sans texte ; mais, il ne faut pas oublier que cet article 1030 est spécial aux actes des officiers ministériels et qu'il est étranger aux jugements (11). Au surplus, si la thèse de cet arrêt, que nous condamnons, prévalait, le résultat en serait que le rapport, exigé maintenant dans toutes les affaires civiles, pourrait être négligé et que l'article 82^e resterait lettre morte (12).

Fort heureusement, cette thèse a été infirmée par la Chambre Civile de la Cour de Cassation qui maintient sa jurisprudence antérieure par un arrêt en date du 12 juillet 1938, époux Ghattas c. époux Walter (*Gaz. Pal.* du 2 octobre 1938) ; cet arrêt indique : « En toutes matières, les jugements doivent être rendus sur le rapport fait en audience publique par le magistrat chargé de suivre la procédure ; cette prescription est d'ordre public ; dès lors, le jugement ou arrêt doit, à peine de nullité, constater l'accomplissement de cette formalité substantielle ».

Le rapport du juge chargé de suivre la procédure doit être sommaire et objectif. Sommaire : le magistrat doit se borner à préciser l'objet de la demande, les moyens des parties, à faire l'historique de la procédure ; objectif : le juge chargé de suivre la procédure ne doit pas faire connaître son avis et ne doit pas discuter les moyens des parties. C'est en cela que le rapport créé par l'article 82^e se distingue des conclusions du ministère public et du rapport devant la Chambre des Requêtes de la Cour de Cassation.

On peut adresser aux dispositions de l'article 82^e, qui interdisent au magistrat rapporteur de donner son avis,

(11) Garsonnet et Cézair Bru, *Traité*, tome II, n° 57.

(12) Cf., dans le sens de l'opinion proposée au texte, Rennes (1^{re} ch.), 22 mars 1938, Le Peutrec c. Gaignec, G. P. 1938-2-64.

les objections que M. le Doyen César-Bru (13) a faites à propos de l'article 185 du dahir de procédure marocain, qui contient une disposition analogue :

« Sur ce point, je me permets de n'être pas tout à fait de l'avis du législateur. Et puisque aussi bien on confie au juge cette mission délicate de... surveiller la procédure, de la faciliter, d'en faire un rapport, je suis quelque peu surpris qu'on lui dise de ne pas donner son avis, car j'estime que si quelqu'un doit donner son avis ce doit être, ce me semble, celui qui est le mieux renseigné sur la question, celui... qui l'a rapportée.

« On a voulu évidemment par là sauver, en apparence, la liberté d'appréciation absolue du tribunal. Mais, en fait, cette appréciation sera-t-elle tellement indépendante de l'avis du juge rapporteur ? C'est bien peu probable. Car, vous le pensez bien, les membres du tribunal se tourneront tout de suite vers le juge-rapporteur qui a étudié l'affaire et la connaît pour lui demander : « Quel est votre avis ? » Il est très probable, presque certain, que l'avis du juge-rapporteur sera un avis prédominant ; il dominera la délibération, ce sera celui que suivra le tribunal ».

*
**

Il peut paraître encore trop tôt pour apprécier l'importance pratique du rapport. Il a, toutefois, l'avantage d'être fait par un magistrat qui a connu l'affaire dès son introduction, qui a peut-être ordonné des mesures d'instruction ou tenté une conciliation.

L'une des critiques que l'on adressait à notre procédure

(13) César-Bru, Conférence faite à Rabat, le 25 janvier 1930, *Gaz. Trib. Maroc*, 8 mars 1930.

était l'ignorance où le tribunal restait de l'affaire jusqu'aux débats, dont les données ne lui étaient réservées que par les plaidoiries. Désormais, l'un au moins de ses membres en sera déjà instruit ; il en avertira ses collègues du siège et écoutera les plaidoiries avec un sens critique averti.

§ 3. — *Pouvoirs en matière de conciliation.*

Guidés par le désir de terminer le procès par une conciliation plutôt que par une décision susceptible de voies de recours, soucieux de réduire, dans toute la mesure du possible, le montant des frais de justice, les rédacteurs du décret du 30 octobre 1935 ont voulu qu'une conciliation put intervenir en tout état de cause : devant le juge chargé de suivre la procédure, devant le tribunal de première instance, devant la Cour d'appel (14).

Pour rester dans notre sujet, nous nous bornerons ici à étudier la tentative de conciliation devant le juge chargé de suivre la procédure.

Aux termes du premier alinéa de l'article 58 *bis*, Code de Procédure civile, « en tout état de cause, les parties pourront être convoquées en personne devant le juge chargé de suivre la procédure en vue d'une nouvelle tentative de conciliation ».

L'application pratique de ce texte soulève de nombreuses observations (15) :

1° A suivre littéralement les termes de l'article 58 *bis*,

(14) La conciliation en cours d'instance existe depuis longtemps dans un certain nombre de codes étrangers, notamment dans le Code Néerlandais (art. 19) et dans le Code Allemand (art. 266). Ces textes permettent au Tribunal ou à un juge commis d'essayer de concilier les parties en tout état de cause. Cf., à ce sujet, Vanlaer, *Le Décret-Loi du 30 octobre 1935*, tome I, page 56.

(15) Cf. Goutet, *La Conciliation en matière civile*, pages 201 et suiv.

« nouvelle tentative de conciliation », il semble que le juge chargé de suivre la procédure ne peut procéder à cette tentative que dans les affaires qui n'en étaient pas dispensées pour l'un des motifs énoncés aux articles 48 et 49 du Code de Procédure civile.

Cette conception ne laisse pas cependant de soulever des objections. Le but du législateur a été de rendre les conciliations aussi nombreuses que possibles. Pourquoi, dès lors, soustraire à ce nouvel essai des affaires qui n'étaient pas venues en conciliation précédemment ? Il convient, en effet, d'observer que, si elle échoue, la tentative faite par le juge chargé de suivre la procédure ne retarde pas la solution du litige.

Aussi, estimons-nous, avec Goyet (16), que, s'il le croit utile, le juge peut convoquer les parties, même dans un des cas où le préliminaire de conciliation n'est pas imposé. Par ses conseils, il arrivera peut-être à amener une partie à renoncer à des prétentions injustifiées ; il lui sera cependant impossible de proposer une transaction qui serait consignée dans un procès-verbal, si la nature de l'affaire s'y opposait.

2° La nouvelle tentative n'est nullement obligatoire : les parties « pourront » être convoquées, dit l'article 58 *bis*, Code de Procédure Civile.

Il y a là une faculté : elle appartient tout d'abord au juge lui-même, puisque c'est lui qui doit convoquer les parties. Mais, il n'est pas douteux qu'elle peut également appartenir à ces dernières et que celles-ci ont certainement le droit de demander au juge chargé de suivre la procédure d'être convoquées devant lui.

3° La convocation en conciliation peut être faite par le

(16) Goyet, Commentaire aux *Lois Nouvelles*, 1936, page 217.

juge à un moment quelconque de la procédure, dès qu'il verra qu'une transaction peut intervenir dans le litige. Cette conciliation pourra donc être tentée aussi bien avant toute mesure d'instruction qu'après les plaidoiries et même, puisqu'il n'y a aucune restriction dans le texte, après les conclusions du Ministère Public, qui, en matière civile, constituent la clôture des débats. Il ne nous paraît pas nécessaire d'attendre, comme le propose M. Goutet (17), l'échange des conclusions.

4° La loi n'indique pas la manière dont la convocation des parties doit être faite. Une simple lettre pourrait donc suffire. Nous ne pensons pas qu'il faille étendre à notre matière les formalités édictées par l'article 2, paragraphe 2, de la loi du 30 juin 1926 en matière de loyers : lettre recommandée avec avis de réception.

Aucun article du tarif n'accorde, en effet, d'émoluments aux greffiers pour l'envoi de cette lettre.

Deux autres systèmes de convocation peuvent alors être envisagés.

Dans le premier, le juge chargé de suivre la procédure aviserait de la tentative de conciliation l'avoué du demandeur ; celui-ci donnerait avenir, pour le jour fixé par le juge, à l'avoué du défendeur.

Dans le second, — et c'est celui qui nous paraît devoir être suivi, — le juge chargé de suivre la procédure rendrait une ordonnance informant de la tentative de conciliation tous les avoués en cause, et ceux-ci se chargeraient de convoquer leurs clients respectifs.

5° Les parties doivent comparaître « en personne ». Tou-

(17) Goutet, *op. cit.*, page 202. L'opinion de cet auteur a, néanmoins, sa valeur : si la tentative de conciliation n'a lieu qu'après l'échange des conclusions, les parties connaîtront mieux leurs positions respectives et seront plus facilement amenées à transiger.

tefois, cette obligation est dépourvue, au moins en théorie, de toute sanction. Le nouvel article 58 *bis*, Code de Procédure civile, ne se réfère aux autres dispositions relatives au préliminaire de conciliation qu'en ce qui concerne l'article 54, paragraphe 2, qui stipule que « le procès-verbal de conciliation aura force exécutoire » ; aucune référence n'étant portée à l'article 56, il faut conclure que la partie défaillante n'encourra pas l'amende de cinquante francs édictée par cet article 56.

Certes, à défaut de cette sanction pécuniaire, le juge chargé de suivre la procédure pourra retarder l'envoi de l'affaire à l'audience jusqu'à ce que les parties aient obtempéré à la convocation qui leur aura été adressée aux fins de conciliation. Il pourra également ne donner l'autorisation de procéder à une mesure d'instruction sollicitée que lorsque les parties auront obtempéré à la convocation en conciliation.

Ces moyens indirects de contrainte peuvent être légitimement exercés et la crainte (18) de rencontrer chez certains magistrats un préjugé défavorable à l'encontre de la partie qui n'aura pas daigné se déranger ne nous paraît pas devoir être retenue.

Les parties peuvent se faire assister de leur avocat ou de leur avoué, mais l'assistance des conseils n'est pas obligatoire.

La comparution a lieu au siège du tribunal ; le juge doit être assisté d'un greffier, conformément à l'article 1040, Code de Procédure civile.

C'est le juge chargé de suivre la procédure seul qui doit procéder à une tentative de conciliation en cours d'instance ; aussi ne pourrait-il pas déléguer, par voie de commission

(18) Cf. Vanlaer, *op. cit.*, tome I, page 59.

rogatoire, ses pouvoirs à un juge d'un autre tribunal ou à un juge de paix.

Si l'une des parties ne comparait pas ou si la tentative de conciliation n'aboutit pas, le juge n'a pas à dresser de procès-verbal (19), l'article 58 *bis* ne visant explicitement que le procès-verbal de conciliation. Du reste, l'établissement d'un procès-verbal de carence occasionnerait des frais inutiles puisque la tentative du juge n'a pas abouti.

Si le juge chargé de suivre la procédure parvient à concilier les parties, le greffier dresse, sous sa dictée, un procès-verbal de conciliation ; c'est un acte authentique, qui a force exécutoire (art. 58 *bis*), tout comme le procès-verbal établi par le juge de paix après le préliminaire de conciliation.

La minute de ce procès-verbal est déposée au greffe du Tribunal ; le greffier en délivre les expéditions (art. 1040, C. Proc. Civ.) ; la grosse, munie de la formule exécutoire, est délivrée par lui à la partie qui a un droit à faire valoir.

Si une première tentative de conciliation n'aboutit pas, le juge peut en provoquer une seconde.

Tels sont les pouvoirs de conciliation du juge chargé de suivre la procédure.

Cette innovation peut se recommander de la pratique des arbitres-rapporteurs en matière commerciale (20) qui tiennent de l'article 429, Code de Procédure Civile, le pouvoir de concilier les parties. Elle peut se recommander également de l'habitude qui s'est généralisée de donner aux

(19) Goyet, *Commentaire aux Lois Nouvelles*, 1936, page 217. Cf. *contra*, Goutet, *op. cit.*, page 205.

(20) En ce sens Hébraud, *Commentaire à la Revue Critique*, 1936, page 59. Sur les arbitres-rapporteurs voir : Glasson, Tissier et Morel, *Traité*, tome II, n° 725 et ss., pages 881 et suiv. ; Garsonnet et Cézard-Bru, *Traité*, tome II, n° 388 et ss., pages 686 et ss.

experts la mission de « concilier les parties si faire se peut ».

Cette tentative de conciliation, introduite par le décret-loi du 30 octobre 1935, nous apparaît comme particulièrement heureuse et il est souhaitable que les magistrats chargés de suivre les procédures aient recours, dans un grand nombre de procès, à une telle tentative.

La statistique fait ressortir le succès décroissant de la tentative de conciliation devant le juge de paix, rendue obligatoire par l'article 48 du Code de Procédure Civile. En effet, en 1880, les juges de paix avaient abouti à des conciliations dans 27.259 affaires, sur 52.104 citations en conciliation et 136.130 affaires inscrites au rôle ; en 1930, ces nombres n'étaient plus respectivement que de 2.067, 9.028 et 131.156 (statistique citée par Monsieur le Professeur Solus, dans son cours de Procédure civile à la Faculté de Droit de Paris).

Les causes de ce quasi-échec devant le juge de paix — manque d'autorité de ce magistrat, ignorance des parties en ce qui concerne leurs prétentions respectives et, surtout, représentation généralisée par des mandataires ayant mission de déclarer la conciliation irréalisable — ne peuvent plus être retenues contre la conciliation devant le Juge chargé de suivre la procédure.

L'autorité de ce dernier, appelé à juger l'affaire qu'il surveille, l'obligation pour les parties de se présenter en personne, la possibilité pour elles de se faire assister de leur avocat, l'état suffisamment avancé de la procédure, amèneront certainement les parties à mieux apprécier les forces et les faiblesses de leur position et, partant, à consentir une transaction susceptible de mettre fin équitablement au procès.

SECTION II. — LES FONCTIONS DU JUGE CHARGÉ DE SUIVRE LA PROCÉDURE SUBSTITUÉ AU TRIBUNAL.

Après avoir étudié les fonctions du juge chargé de suivre la procédure agissant par voie d'autorité, il nous reste à envisager le second aspect de son rôle, lorsque, dans un but de simplicité, il est mis à la disposition des parties comme substitué au tribunal.

L'article 82^c, Code de Procédure civile, donne au juge chargé de suivre la procédure le droit d'ordonner, en tout état de cause, des mesures d'instruction ou de statuer sur l'exception de communication de pièces, ou d'accorder une provision *ad litem*.

Nous sommes ici en présence d'une institution toute nouvelle et nous allons nous efforcer d'en préciser le contenu.

§ 1. — *Dans quel cas le juge chargé de suivre la procédure peut-il intervenir ?*

Nous éliminons tout de suite deux cas qui ne souffrent aucune difficulté puisqu'ils sont expressément prévus par le décret-loi : ce sont l'exception de communication de pièces et la demande de provision *ad litem*.

L'exception de communication de pièces était prévue par les articles 188 et 192 inclus du Code de Procédure Civile. Ces textes subsistent, sauf l'article 192 qui est remplacé par une disposition toute différente ; le juge chargé de suivre la procédure est simplement substitué au tribunal ; il doit se conformer aux prescriptions des articles 188 et suivants du Code de Procédure civile (21).

(21) Cf. pourtant Hébraud, Commentaire à la *Revue Critique*, page 60 *in fine*, note 1, qui estime que la procédure générale instituée par l'article 82 *c* s'applique à la communication de pièces, le juge chargé de suivre la pro-

En second lieu, le juge chargé de suivre la procédure peut accorder une provision *ad litem* à la partie qui lui en fera la demande. Dans la procédure de divorce ou de séparation de corps, le président du tribunal allouait fréquemment à la femme une telle provision. Mais, cette faculté était controversée en doctrine. Le décret-loi a mis fin à cette controverse. Il reste entendu pourtant que le juge chargé de suivre la procédure ne pourrait pas allouer une pension alimentaire à l'une des parties ; il excéderait alors ses pouvoirs (22), la pension alimentaire n'étant pas une provision « *ad litem* ».

Enfin, l'article 82^c permet au juge chargé de suivre la procédure d'ordonner « toutes mesures d'information », et c'est là l'essentiel. La formule employée est très large. Elle semble indiquer que le juge peut prescrire toute mesure tendant à prouver l'exactitude ou la fausseté des faits allégués par l'une des parties : expertise, enquête, descente de lieux, comparution personnelle des parties, serment, vérification d'écriture, inscription de faux...

Une réserve pourtant : il faut que la mesure ordonnée ne préjudicie pas au principal.

Cette notion très importante, qui soulève de nombreuses difficultés (23), doit être précisée dès maintenant.

Pour essayer de définir cette notion, on est amené à comparer le juge chargé de suivre la procédure au juge des référés ; l'article 809, Code de Procédure Civile, ne stipule-t-il pas, en effet, que « les ordonnances sur référé ne feront aucun préjudice au principal » ?

cedure pouvant la régler comme il l'entend. M. Hébraud estime que les art. 188 et ss. doivent être considérés comme abrogés par application de l'article 9 du décret-loi.

(22) Aix (4^e ch.) 19 février 1937, Augier c. Augier, arrêt inédit.

(23) Sur la notion de préjudice au principal, cf. Hébraud, commentaire à la *Revue Critique*, 1936, page 61.

Sans entrer dans le détail des controverses qui se sont élevées en doctrine et, pendant longtemps, en jurisprudence, à propos de l'interprétation de ce dernier texte, nous nous bornerons à indiquer la solution à laquelle se sont finalement rangés les tribunaux : il n'y a de préjudice au principal, en matière de référés, que lorsque la question qui est soumise au juge des référés est de nature à lier les juges chargés de trancher le fond du procès (24).

Nous estimons qu'en employant cette expression « préjudice au principal », les rédacteurs du décret-loi de 1935 ont voulu sanctionner cette solution jurisprudentielle.

Par contre, Messieurs Cézar-Bru et Maurel (Brice) estiment que l'article 82 *c* limite implicitement le pouvoir de juridiction du juge chargé de suivre la procédure aux seules mesures d'information ayant un caractère préparatoire à l'exception de celles ayant un caractère interlocutoire (25).

Selon ces auteurs (26), le jugement interlocutoire préjuge le fond et, de ce fait, préjudicie au principal dans une mesure restreinte, mais certaine. Or, les décisions qui préjugent le fond sont susceptibles d'appel en vertu de l'article 451, C. Proc. Civ., non modifié par le décret du 30 octobre 1935, tandis que les ordonnances du juge chargé de suivre la procédure ne peuvent être attaquées que pour incompetence ou excès de pouvoir.

Cette opinion nous paraît devoir être combattue pour deux raisons : tout d'abord, elle aboutirait à priver le juge chargé de suivre la procédure de tout pouvoir d'ordonner des

(24) Cf. Crémieu, *Chronique de Jurisprudence, Revue Critique*, 1925, p. 135. Voir aussi Glasson, Tissier et Morel, *Traité*, tome II, n° 327, page 23.

(25) En ce sens, Trib. Civil de la Seine (J. C. S. P. 8° Ch.), 15 février 1938, D. H. 1938-303 ; G. P. 1938-1-601 ; Bordeaux (4° Ch.), 6 mai 1938, Beicke c. Degeans, S. J. 1938-806 ; D. H. 1938-413.

(26) Cézar-Bru, *La Procédure du décret-loi*, n° 64, page 30 ; Maurel (Brice), *Le Juge chargé de suivre la Procédure*, pages 76 et suivantes.

mesures d'information : bien rares, en effet, sont celles qui ne sont pas interlocutoires. Par ailleurs, la distinction de l'interlocutoire et du préparatoire est une des questions les plus complexes et les plus délicates de notre procédure et, bien souvent, les juges, réunis en collège, ont des difficultés à la trancher au cours de leurs délibérés. Si l'opinion de MM. César-Bru et Maurel prévalait, il serait à redouter que les magistrats chargés de suivre les procédures ne renvoient devant le tribunal toutes les demandes de mesures d'information dans la crainte d'excéder leurs pouvoirs en ordonnant des mesures interlocutoires.

En second lieu, l'opinion que nous combattons, nous paraît faire une fausse interprétation de l'expression « préjudice au principal », qu'elle semble traduire par « préjugé au fond ».

Si l'on admet, comme nous l'avons fait, qu'il n'y a de préjudice au principal que si la question posée est de nature à lier les juges chargés de trancher le fond du procès, on est amené à permettre au juge chargé de suivre la procédure d'ordonner certaines mesures interlocutoires : il ne faut pas oublier, en effet, que l'interlocutoire, s'il préjuge le fond, ne lie pas le juge.

Nous pouvons reprendre maintenant les mesures d'information énumérées plus haut afin de voir, pour chacune d'elles, si le juge chargé de suivre la procédure peut l'ordonner, si elle lui est demandée par l'une des parties, comme nous le verrons plus loin.

Expertise. — Le Juge peut prescrire une expertise lorsqu'il s'agit de constater un fait. Monsieur le Doyen César-Bru, suivant son double critérium (absence de préjudice au principal, décision préparatoire), n'admet cette

expertise que si la partie adverse n'y fait aucune objection et s'y rallie, son acquiescement équivalant par lui-même à une renonciation au droit d'appel.

Pour le nombre, le choix et la désignation des experts, le juge se conforme aux prescriptions des articles 302 et suivants, Code de Procédure Civile. A défaut de dispositions contraires de l'article 82^e, la récusation des experts doit être faite dans les formes des articles 309 à 315, c'est-à-dire que l'intervention du tribunal est nécessaire. Les experts prêtent serment devant le juge chargé de suivre la procédure ou devant le magistrat auquel ce dernier a donné commission rogatoire à cette fin (art. 305 et 1035, C. Proc. Civ.). Le juge chargé de suivre la procédure commettrait un excès de pouvoirs s'il désignait, pour recevoir le serment des experts, le président de la Chambre saisie du litige ; il doit, en outre, réserver aux parties, conformément à l'article 305, le droit de convenir d'autres experts (27). Les jours et heures auxquels les experts doivent prêter serment sont indiqués dans une ordonnance que le juge rend sur requête de la partie la plus diligente (art. 307, C. Proc. Civ.).

Enquête. — Lorsque les faits allégués sont susceptibles d'être prouvés par témoins, le juge chargé de suivre la procédure peut ordonner une enquête. Pour les mêmes raisons que pour l'expertise, M. César-Bru exige que les deux parties soient d'accord pour solliciter l'enquête.

Le juge chargé de suivre la procédure se conforme aux prescriptions des articles 252 et suivants du Code de Procédure Civile. Il a le droit également de donner commission rogatoire conformément aux dispositions des articles 255 et 1.035 du même Code.

(27) En ce sens Douai (1^{re} Ch.), 16 février 1937, Clabaud c. Clabaud, S. J. 1937-217.

En matière sommaire, les auditions de témoins doivent avoir lieu devant le juge chargé de suivre la procédure et non devant le Tribunal (28). Goyet, au contraire, dont l'opinion est sanctionnée par le Tribunal de la Seine (29), semble admettre que l'audition des témoins doive avoir lieu, en matière sommaire, devant le tribunal.

Quels sont les pouvoirs du juge chargé de suivre la procédure lorsqu'une contestation sérieuse s'élève sur la pertinence et l'admissibilité des faits articulés devant lui à l'appui d'une demande d'enquête ?

Cette question divise actuellement les Cours et les Tribunaux, dont la jurisprudence, — malheureusement, à notre sens, — semble vouloir restreindre la portée de la réforme résultant de la substitution au Tribunal du juge chargé de suivre la procédure.

Nous pensons que ce magistrat, pouvant en vertu de son pouvoir de juridiction propre rejeter une demande de mesure d'instruction, doit pouvoir éliminer parmi les articulats de l'enquête ceux qui lui paraissent ni pertinents ni admissibles.

Un jugement du Tribunal Civil de la Seine (4^e Ch.), en date du 8 juin 1937 (Dame N... c. Cie Auxiliaire, S. J. 1938-494 ; D. H. 1937-595), propose une solution plus nuancée : le juge chargé de suivre la procédure doit déclarer les articulats « provisoirement » admissibles. Ce jugement précise : « le juge chargé de suivre la procédure n'est pas un simple juge commissaire ; il a un pouvoir de juridiction

(28) Glasson, Tissier et Morel, *Traité*, tome V, page 557.

(29) Goyet, *Commentaire aux Lots Nouvelles*, 1936, p. 229. Egalement un jugement du Tribunal Civil de la Seine, Syndics de Pathé-Cinéma, c. X, 8 juillet 1937, *Gaz. Tribu.* 1^{er} mars 1938, qui a décidé que le décret du 30 octobre 1935 était inapplicable en matière sommaire et que l'enquête ne pouvait être ordonnée et fixée que par le Tribunal et non par le juge rapporteur.

propre, en vertu duquel il ordonne ou refuse une mesure d'instruction à laquelle il sera procédé par ses soins ; il examine les faits articulés et les apprécie en vue de les déclarer provisoirement pertinents et admissibles », et il ajoute : « en présence d'une ordonnance du juge ordonnant une enquête, le tribunal ne peut ni statuer sur le fond avant qu'il ait été procédé à l'enquête sous prétexte que de nouveaux documents rendraient cette enquête inutile, ni rétracter expressément la décision du juge : seule la juridiction d'appel, instituée pour connaître de l'appel contre ces ordonnances, aurait le pouvoir de décider qu'il n'y a pas lieu à enquête ».

Cette opinion est restée isolée et les espèces les plus récentes décident que le juge chargé de suivre la procédure n'a pas à statuer, même provisoirement, sur la pertinence et l'admissibilité des articulats d'une enquête, dès lors qu'une partie déclare, sous forme de conclusions motivées, que les faits ne sont ni pertinents, ni admissibles ; en statuant sur cette exception, le juge chargé de suivre la procédure préjudicierait au principal et s'exposerait à se trouver en contradiction avec le tribunal qui pourrait décider ultérieurement que certains des faits cotés en preuve, sur lesquels ont déposé les témoins, n'étant pas pertinents et admissibles, eussent dû être écartés des débats.

Telle est la position prise par le Tribunal Civil de la Seine (J. C. S. P., 8^e ch.), 15 février 1938 (D. H. 1938-303), par le Tribunal Civil de Bordeaux (J. C. S. P., 4^e ch.), 6 mai 1938, *Beike c. Degeans* (S. J. 1938-806 ; D. H. 1938-413) et par la Cour d'Appel d'Aix (4^e ch.), 16 juin 1938, *G... c. Dame B...* (S. J. 1938-783 ; G. P., 26 octobre 1938).

Descente de lieux. — Le juge peut ordonner une visite de lieux. Pour y procéder, il se désigne lui-même, commet un

juge du tribunal ou donne commission rogatoire à un juge de paix (articles 295 et suivants, 1.035, Code de Procédure Civile).

Comparution personnelle des parties. — L'article 119, Code de Procédure Civile, permet au Tribunal d'ordonner la comparution personnelle des parties pour obtenir l'aveu de l'une d'elles. Par suite, la mesure, qui lierait le Tribunal, préjudicie au principal. Nous ne croyons donc pas que le juge chargé de suivre la procédure puisse la prescrire ; mais, n'oublions pas que ce magistrat peut, à tous moments, convoquer les parties pour tenter de les concilier.

Cette solution, adoptée par Goyet dans son Commentaire aux Lois Nouvelles, peut être contestée : la Cour de Cassation, en effet, considère comme décision « préparatoire » le jugement qui ordonne la comparution personnelle des parties (30). Aussi, M. le Doyen Cézar-Bru (31) permet-il au juge chargé de suivre la procédure d'ordonner une comparution personnelle des parties. La jurisprudence tranchera cette controverse.

Interrogatoire sur faits et articles. — L'interrogatoire sur faits et articles, organisé par les articles 324 à 336 du Code de Procédure Civile, a pour objet d'amener une des parties à un aveu judiciaire. Le Tribunal se trouvant lié par cet aveu, la mesure préjudicie donc au principal et ne semble pas pouvoir être ordonnée par le juge chargé de suivre la procédure. Il convient, toutefois, de remarquer que la jurisprudence, notamment en matière de recherche de paternité, admet qu'un interrogatoire sur faits et articles

(30) Cass. Req., 1^{er} juillet 1868, Cass. Civ., 1^{er} juin 1870.

(31) Cézar-Bru, *La Procédure du décret-loi*, page 31, n° 65.

peut servir de commencement de preuve par écrit, qui ne lie naturellement pas le Tribunal.

Serment. — Aux termes des articles 1.358 et suivants du Code Civil, la prestation de serment décisive ou le refus de le prêter met fin au procès. Préjudiciant donc au principal puisque mettant fin au procès, le serment décisive ne peut pas être ordonné par le juge chargé de suivre la procédure.

Aux termes de l'article 1.366, Code Civil, le Tribunal peut déférer d'office le serment supplétoire. Le juge chargé de suivre la procédure ne peut le faire, puisqu'il ne peut pas ordonner d'office une mesure d'instruction.

Vérification d'écriture. — La vérification d'écriture est nécessaire lorsqu'une partie invoque un acte écrit comme émanant de son adversaire et que celui-ci dénie l'écriture (ou la méconnaît, s'il s'agit de l'écriture de son auteur), (Code Civil, art. 1.323 et ss., Code de Procédure Civile, art. 195 et ss.).

Aucune considération juridique ne s'oppose à ce que le juge chargé de suivre la procédure la prescrive. Il se conforme aux articles 196 et suivants du Code de Procédure Civile.

Inscription de faux. — L'inscription de faux s'applique, soit à un acte authentique, soit à un acte sous seing privé vérifié et reconnu. Les moyens de faux doivent être admis par le Tribunal préalablement à l'administration de la preuve (art. 231, C. Proc. Civ.). C'est dire que les formes mêmes de la procédure d'inscription de faux font obstacle à ce que le juge chargé de suivre la procédure ordonne la preuve des faits proposés.

§ 2. — *Procédure.*a) *Saisine du juge chargé de suivre la procédure.*

Suivant quelle procédure le juge ordonnera-t-il une mesure d'information ?

Alors que le tribunal peut d'office ordonner une telle mesure, le juge chargé de suivre la procédure n'a, au contraire, le droit de statuer qu'à la requête d'une des parties.

Toutefois, il lui appartient, en raison de sa fonction générale de surveillance, de suggérer aux représentants des parties et à leurs avocats d'user, dans un but de célérité, de la faculté que leur reconnaît le décret du 30 octobre 1935.

L'avoué de la partie sollicitant la mesure d'instruction doit donc présenter au juge une requête où il expose les prétentions de son client et demande l'indication des jour et heure auxquels sera tenue l'audience. Le juge répond par une ordonnance fixant les jour et heure de l'audience (art. 82^c) en tenant compte des délais nécessaires pour la convocation tant de l'avoué de la partie adverse que des avocats.

On peut concevoir un deuxième système de saisine du juge chargé de suivre la procédure : des jours d'audience fixes sont assignés à chacun des magistrats composant le Tribunal ; les avoués qui sollicitent une mesure d'instruction, inscrivent leurs causes au rôle de l'audience que tient le juge désigné dans leur affaire.

b) *Convocation des parties et de leurs représentants.*

L'article 82^c n'indique pas les formes de la convocation des avocats par le juge chargé de suivre la procédure. En raison de cette absence de précision, il paraît difficile d'exi-

ger l'envoi d'une lettre recommandée comme dans l'information préalable en matière criminelle. Il semble qu'un simple avis donné par le greffier soit suffisant. Mention de cet avis sera portée en tête de l'ordonnance autorisant ou refusant la mesure sollicitée.

L'avoué de la partie contre laquelle une mesure est demandée, est sommé de se présenter à l'audience du juge chargé de suivre la procédure par un « acte d'avoué » (art. 82^c, paragraphe 4), c'est-à-dire par un exploit d'huissier. Suivant l'usage, cet « avenir » doit être donné dans un délai franc de vingt-quatre heures avant l'audience.

Au cas où le défendeur n'aurait pas comparu en constituant avoué après avoir reçu l'exploit d'ajournement, l'article 82^c n'exige pas qu'il soit convoqué par une citation à personne ou à domicile pour le jour où doit se tenir l'audience du juge chargé de suivre la procédure.

c) Audience du juge chargé de suivre la procédure.

Le juge chargé de suivre la procédure est assisté d'un greffier (art. 1.040, Code de Procédure Civile).

Son audience doit-elle être publique?

Le Garde des Sceaux s'est prononcé pour l'affirmative dans sa circulaire du 20 novembre 1935 (32).

Par analogie avec ce qui est généralement admis en matière de référé, le Ministère Public n'est pas représenté à l'audience, sauf s'il est partie principale à l'instance. Il est alors appelé à l'audience du juge chargé de suivre la procédure puisqu'il n'est pas représenté par un avoué (33).

(32) D. P., 1935-4-423. Dans le même sens, Vanlaer, *op. cit.*, tome I, p. 126.

(33) Cette solution semble résulter de la circulaire du Garde des Sceaux en date du 30 novembre 1935 : « Il s'agit d'une audience publique tenue par le juge assisté de son greffier et semblable à certains égards aux audiences de référés ».

Conformément à l'article 88, Code de Procédure Civile, le juge chargé de suivre la procédure a la police de son audience ; les assistants doivent se tenir découverts dans le respect et le silence ; si l'un d'eux trouble l'audience, le juge chargé de suivre la procédure prononcera contre lui les peines prévues par les articles 89 et suivants.

Les débats sont contradictoires. Les avoués des parties exposent les prétentions de leurs clients. Les avocats qui ont répondu à l'appel à eux adressé, sont « entendus » dans leurs explications. Les parties ont la faculté, sans y être tenues, de déposer des conclusions écrites. Le juge leur donne acte des déclarations qu'elles peuvent faire ; mention en est portée au plume-tif tenu par le greffier.

d) *Vices de procédure.*

En cas d'irrégularités de procédure et d'inobservations des formes prescrites, l'article 82^c n'édicte aucune sanction et cela avec juste raison, pensons-nous. En effet, le principe posé par les articles 173 et 1.030, Code de Procédure Civile, est qu'un acte de procédure ne peut être annulé que si la nullité est prononcée par un texte et si l'irrégularité porte atteinte aux intérêts de la partie qui l'invoque. Or, la décision du juge chargé de suivre la procédure ne liant pas le tribunal, celui-ci a toujours la faculté, si les prescriptions légales n'ont pas été observées, de ne pas tenir compte de la mesure irrégulière et d'en ordonner une autre, le cas échéant.

e) *Décision du juge chargé de suivre la procédure.*

Le juge chargé de suivre la procédure jouit d'un large pouvoir d'appréciation. Suivant qu'il estime que la mesure

sollicitée est utile ou ne l'est pas, il l'ordonne ou la refuse. Il n'est même pas lié par la demande de la partie et peut substituer à la mesure demandée une autre mesure qui lui paraît plus opportune (34) ; ainsi, il peut ordonner une expertise alors qu'il est saisi d'une demande d'enquête.

La pratique a donné le nom d' « ordonnances » aux décisions du juge chargé de suivre la procédure, statuant en vertu de l'article 82^c.

La décision du juge chargé de suivre la procédure est-elle une mesure gracieuse ou une mesure contentieuse ? L'article 82^c prévoyant des voies de recours, nous estimons que le juge chargé de suivre la procédure a un véritable pouvoir juridictionnel et que ses ordonnances sont contentieuses. Aussi, doivent-elles être motivées et enregistrées (35). Mais, comme ces décisions ne doivent pas préjudicier au principal, le juge n'a pas le droit de prononcer de condamnation aux dépens.

f) *Voies de recours.*

L'article 82^c, paragraphe 4, exclut expressément l'opposition et n'admet l'appel que pour « incompétence ou excès de pouvoir ».

Ainsi donc, si l'ordonnance du juge chargé de suivre la procédure a été rendue par défaut, l'opposition n'est pas recevable. Nous rencontrons là une des idées dominantes du législateur du décret-loi : éviter que le défaut ne devienne une manœuvre dilatoire.

Toujours dans le même esprit de célérité, et afin d'éviter que l'appel des ordonnances du juge chargé de suivre la

(34) Goyet, *Commentaire aux Lois Nouvelles*, 1936, page 232.

(35) Ouzelatz, *La nouvelle Procédure civile*, page 31.

procédure ne devienne une mesure de pure forme, destinée à retarder la solution du litige, l'article 82^c limite strictement les cas où l'appel peut être reçu. Et, ce faisant, il change le caractère de cette voie de recours qui, d'ordinaire, devient extraordinaire.

L'appel ne peut être reçu que dans les cas d'incompétence ou d'excès de pouvoir.

L'incompétence peut être *ratione materiæ* ou *ratione personæ*. Dans ce dernier cas, par application de l'article 169, Code de Procédure Civile, elle doit être soulevée *in limine litis*, avant tout débat devant le juge.

Il y a excès de pouvoir, lorsque le juge a dépassé les pouvoirs que lui attribue la loi : ainsi, il a ordonné une mesure d'instruction d'office, sans avoir été saisi par une requête des parties, ou il a ordonné une mesure d'instruction préjudiciant au principal.

Nous entendons donc la notion d'excès de pouvoir d'une façon large. On s'est demandé si l'on ne devait pas l'entendre d'une façon plus étroite et n'admettre « l'excès de pouvoir » que lorsque le juge, dépassant le cercle de ses attributions, empiétait sur celles du pouvoir législatif ou du pouvoir exécutif. C'est la solution qui avait été primitivement adoptée par la Cour de Cassation (36), sous l'empire de la loi du 25 mai 1838, qui n'admettait le pourvoi en cassation contre les sentences des juges de paix que pour excès de pouvoir. Nous préférons, quant à nous, l'interprétation extensive qui permet à la Cour d'appel d'exercer, dans des cas beaucoup plus fréquents, un contrôle sur le juge chargé de suivre la procédure.

(36) Cass. Req., 10 février 1868, D. P. 1868-1-422. Par la suite, la jurisprudence de la Cour Suprême avait évolué et avait eu tendance à confondre l'excès de pouvoir et la violation de la loi.

Le décret-loi du 30 octobre 1935 n'a pas précisé dans quel délai et dans quelles formes doit être interjeté l'appel des ordonnances du juge chargé de suivre la procédure. Cette lacune est tout à fait regrettable.

Certains ont pensé qu'il fallait appliquer le délai de quinze jours prévu par l'article 809, Code de Procédure Civile, en matière de référés, étant donnée l'analogie existant entre l'institution du juge chargé de suivre la procédure et celle des référés.

Nous ne pensons pas qu'il y ait lieu d'appliquer, en notre matière, le délai exceptionnel de l'article 809 et nous estimons qu'à défaut de dispositions spéciales, on doit appliquer le droit commun et que l'appel doit être interjeté dans le délai d'un mois après la signification de l'ordonnance (art. 442, Code de Procédure Civile). Cet appel est formé par exploit d'huissier, avec déclaration au greffe de la Cour d'appel, conformément aux dispositions de l'article 446, Code de Procédure Civile.

L'appel interjeté a un effet suspensif. Il est porté devant la Cour d'Appel. Mais, nous estimons qu'il n'a pas d'effet « dévolutif », comme l'appel des jugements : la Cour doit, en effet, se borner à examiner si le juge était incompétent ou s'il a dépassé ses pouvoirs. Si l'une de ces conditions se trouve remplie, elle doit annuler, en tout ou en partie, l'ordonnance du juge chargé de suivre la procédure (37).

L'arrêt de la Cour d'appel est susceptible d'un pourvoi en cassation.

L'article 82^c, *in fine*, dispose que « l'appel sera vidé dans

(37) Contrairement à l'opinion émise au texte, la Cour de Douai, 16 février 1938, S. J. 1937-217, a admis que l'appel des ordonnances avait un effet dévolutif.

le délai d'un mois », mais c'est là une simple mesure d'ordre qui n'est assortie d'aucune sanction. Au surplus, le décret ne fixe pas le point de départ de ce délai.

L'ordonnance du juge chargé de suivre la procédure, rendue en dernier ressort, peut-elle faire l'objet de voies de recours extraordinaires : pourvoi en cassation, requête civile ou tierce opposition ?

M. Vanlaer répond affirmativement à cette question (38).

Nous sommes d'une opinion opposée ; d'une part, aucun texte ne prévoit l'exercice d'une telle voie de recours contre ces ordonnances ; d'autre part, le Code limite l'appel à des cas bien déterminés, qui, normalement, sont des cas de cassation. Au surplus, l'exercice de voies de recours extraordinaires serait contraire au but de célérité auquel s'est attaché le législateur de 1935.

g) *Frais de l'instance devant le juge chargé de suivre la procédure.*

Nous avons indiqué précédemment que les ordonnances du juge chargé de suivre la procédure doivent être enregistrées. Le droit d'enregistrement est un droit fixe de quarante francs ; ce droit est très inférieur à celui exigé pour l'enregistrement des jugements avant-dire-droit. Les parties ont donc tout avantage à solliciter des mesures d'instruction du juge chargé de suivre la procédure : le but de simplification et d'économie poursuivi par le législateur se trouve donc atteint.

Le tarif des avoués a été également modifié pour tenir compte des dispositions nouvelles de l'article 82^c : le droit fixe prévu à l'article 20 du décret du 20 décembre 1919 est

(38) Vanlaer, *Le décret-loi du 30 octobre 1935*, tome I, page 131.

de cinquante francs dans le cas d'une ordonnance allouant une provision *ad litem* et de quarante francs pour toutes les autres mesures ; l'avoué qui lève l'ordonnance a droit, en vertu de l'article 23 du décret, à un droit fixe de trente francs ; si les mesures ordonnées emportent l'assistance des avoués, ceux-ci touchent un droit fixe de soixante francs, lequel est réduit à trente francs dans les affaires par défaut, lorsque l'intérêt du litige est inférieur à trois mille francs et dans les affaires relatives aux accidents du travail. Dans tous les cas, à ces droits fixes, il faut ajouter des frais de papeterie et des droits de correspondance, s'élevant chacun à dix francs.

Les frais nécessités par l'institution du juge chargé de suivre la procédure sont donc minimales et doivent être largement compensés par les heureux résultats qu'on est en droit d'attendre de cette institution.

§ 3. — *Concurrence du juge chargé de suivre la procédure et du Tribunal.*

Il nous reste maintenant un dernier point à examiner à propos de ce pouvoir du juge chargé de suivre la procédure, d'ordonner des mesures d'information, « sans préjudice, — dit l'article 82^e, — de celles auxquelles pourra recourir ultérieurement le tribunal ».

Il résulte de ce texte, entre le juge chargé de suivre la procédure et le tribunal, une concurrence, qui, dans certains cas, pourra entraîner des complications de procédure : si le juge chargé de suivre la procédure, par exemple, rejette, comme inutile, une mesure d'instruction qui lui est demandée par une des parties, celle-ci peut-elle reprendre sa demande devant le tribunal ?

Il semble que le juge chargé de suivre la procédure soit une juridiction et que sa décision ait autorité de la chose jugée ; mais, si l'on interdit de reprendre devant le tribunal la demande repoussée par le juge, il pourra en résulter pour la partie un préjudice grave et l'absence de l'appel devient plus sensible.

Cette concurrence entre le tribunal et un juge jouissant de pouvoirs juridictionnels n'est pas nouvelle dans notre législation. Nous la rencontrons déjà à propos du juge des référés. Si ce dernier, estimant qu'il n'y avait pas urgence, rejetait une demande faite par une des parties, celle-ci pouvait la reprendre devant le tribunal (solution constante en doctrine et en jurisprudence).

Nous estimons qu'on doit étendre cette solution au cas où la demande d'une partie est rejetée par le juge chargé de suivre la procédure.

On est ainsi amené à reconnaître aux ordonnances du juge chargé de suivre la procédure, comme le fait M. le Doyen Cézar-Bru (39), une autorité restreinte de la chose jugée :

Autorité de la chose jugée, en ce sens que le juge chargé de suivre la procédure est lié par ses ordonnances qui, une fois prononcées, sont acquises aux parties ;

Mais, autorité restreinte, puisque ces ordonnances ne peuvent limiter les pouvoirs du tribunal, qui peut, toujours, ordonner de nouvelles mesures d'information supplémentaires ou complémentaires.

(39) Cézar-Bru, *La procédure du décret-loi*, n° 67, p. 32.

SECTION III. — LA FONCTION GÉNÉRALE DE SURVEILLANCE
DU JUGE CHARGÉ DE SUIVRE LA PROCÉDURE.

C'est de cette fonction générale que découlent toutes celles que nous venons de passer en revue ; elle n'est inscrite nulle part dans le décret-loi, mais elle résulte implicitement du titre donné au nouvel organe détaché du tribunal : le « juge chargé de suivre la procédure ». Du reste, les circulaires du Garde des Sceaux des 20 et 30 novembre 1935 la mentionnent expressément.

Cette surveillance est destinée avant tout à éviter les retards injustifiés et à rendre plus rapide la marche de l'affaire. Elle est facilitée par la constitution au greffe du dossier de la procédure qui permet au magistrat chargé de suivre la procédure d'être constamment au courant de la marche de l'affaire.

Le juge chargé de suivre la procédure peut être amené à recevoir les parties qui se présentent spontanément pour lui faire part de leurs doléances et se plaindre du manque de diligence apportée à la solution de leur affaire. Le magistrat doit, dans ce cas, s'il reconnaît le bien fondé de ces observations, contraindre les conseils des parties à conclure dans un bref délai pour éviter que l'affaire ne reste longtemps au rôle sans être en état.

Le Garde des Sceaux, dans sa circulaire du 20 novembre 1935, recommande aux magistrats « de faire preuve à la fois de vigilance et de fermeté pour suivre et activer la marche de l'affaire ». C'est dire le prix qu'il attache à cette fonction.

CHAPITRE III

Que faut-il penser de l'institution du juge chargé de suivre la procédure.

Après cette analyse que nous nous sommes efforcés de faire aussi précise que possible, nous pouvons essayer d'apprécier cette institution nouvelle du juge chargé de suivre la procédure.

Faut-il conclure, comme M. Marin (1), que la création de cet organe détaché du tribunal n'est qu'une complication inutile ou dangereuse ?

Nous ne le pensons pas.

Nous estimons au contraire, avec M. Rivière (2), que l'on ne peut attendre de cette innovation que « du bien, du bien pour le plaideur, du bien pour le magistrat.

« Pour le plaideur : jusqu'à ce jour, la marche d'une affaire dépendait du bon vouloir des parties ; l'une d'elles pouvait, par des artifices de procédure, faire traîner une instance indéfiniment, se livrer à toutes les obstructions légales ; la surveillance du juge-rapporteur, qui a le droit de statuer sur certaines exceptions sans appel, de renvoyer à l'audience les affaires urgentes, mettra fin à ces pratiques abusives... Il est enfin permis d'espérer que le débat oral sera écourté du fait que la plaidoirie n'aura à reprendre ni la lecture du jugement, ni l'exposé de l'affaire, lequel aura

(1) Marin, La Réforme du Code de Procédure ou : Reconnaissance du formalisme, *Lois Nouvelles*, 1935-1-311.

(2) Rivière, Le rôle des magistrats d'après les décrets-lois, *Semaine Juridique*, 1935-1365.

été fait objectivement. La Justice y gagnera tout à la fois en célérité et en mieux informé.

« Pour le magistrat, il est permis de dire que jusqu'à ce jour, entre le président d'un tribunal et le juge du siège, la tâche était inégalement répartie, au premier incombant seul, avec la rédaction du jugement, le soin de scruter l'affaire en dehors de l'audience, d'ausculter le dossier, de substituer à l'impression créée par d'habiles plaidoiries une opinion basée sur la confrontation des arguments et des pièces dans le silence du cabinet. Désormais, ce travail définitif sera précédé d'une mise au point, œuvre du magistrat rapporteur. Chaque membre du tribunal ou de la cour, astreint à une activité plus grande, associé plus étroitement à l'instruction du litige, investi d'une initiative nouvelle prendra davantage, avec la conscience de sa responsabilité et de son rôle, le goût de ses fonctions ».

Mais, n'oublions pas que toute réforme de notre Procédure appelle la remarque faite déjà par Tissier à l'occasion du Centenaire du Code de Procédure Civile : aujourd'hui comme hier, la réforme restera inopérante si elle ne trouve pas des magistrats fermement décidés à en exiger l'application et à briser la résistance de ceux dont les intérêts sont atteints ou les habitudes contrariées (3).

*
**

Le Barreau a craint que l'allure plus administrative de la procédure ne diminue l'importance du rôle de l'avocat et celle des plaidoiries.

(3) Cf. Tissier, *Le Centenaire du Code de Procédure Civile*, *Revue Trimestrielle*, 1906, page 631. Cf. aussi Treilhard, in Loche, *La législation de la France*, tome 21, page 16 : « Les effets du Code Judiciaire dépendent de la fermeté et de l'exactitude des juges à en maintenir l'exécution ».

Cette crainte ne nous paraît pas fondée (4) : le déroulement de la procédure à l'audience n'est pas sensiblement modifié et le rapport du juge chargé de suivre la procédure doit se borner, nous le savons, à résumer l'objet de la demande, l'état de la procédure, les conclusions et les moyens des parties. Et si « les plaidoiries sont moins longues, elles ne seront ni moins brillantes, ni moins utiles... Les faits étant connus, l'avocat ne pourra en prendre que la substance ; il raisonnera sur eux avec plus de force et plus de fruit » (5).

On peut estimer, au surplus, que le rôle de l'avocat est accru : il est, en effet, rattaché plus directement à la procédure ; son nom figure au dossier et les décisions du juge chargé de suivre la procédure ne peuvent être rendues que « les avocats entendus ou appelés ».

*
* *

Le juge chargé de suivre la procédure est-il un acheminement vers le juge unique ? Il est assez difficile de le dire. En l'état actuel de notre législation, le juge unique peut se concevoir, et il existe déjà (juge de paix, juge des référés) ; néanmoins, il semble que les projets de réforme du Code de Procédure civile, d'où ont été extraites les dispositions du décret-loi du 30 octobre 1935, ne lui soient pas favorables et tendent plutôt à laisser la connaissance des affaires à un tribunal composé de trois magistrats, mais en faisant de

(4) Le Garde des Sceaux, dans sa circulaire du 30 novembre 1935 (D. P. 1935-4-423), affirme que le rôle de l'avocat n'est en rien diminué.

(5) Appleton, La Procédure civile Française et le dahir de Procédure marocaine, in *Bulletin de l'Association Nationale des Avocats*, n° 43, mars 1932, page 180.

l'un d'eux un juge d'instruction civile, un juge directeur du procès.

Cette dernière institution a fait ses preuves au Maroc depuis vingt-cinq ans. Puisse-t-elle se réaliser un jour dans notre pays.

CONCLUSION

Le décret-loi du 30 octobre 1935, modifiant divers articles du Code de Procédure Civile, a fait l'objet d'appréciations diverses : certains lui ont adressé forces critiques et quelques-unes furent injustes ; d'autres ont fait de lui des éloges parfois excessifs.

Certes, tout n'est pas parfait dans ce décret, mais nous devons, toutefois, rendre hommage à ses rédacteurs, car, à beaucoup d'égards, les modifications apportées au Code de Procédure constituent un sérieux progrès.

Dans la procédure ancienne, l'instruction des affaires se déroulait entre les parties et en dehors de toute intervention du Tribunal ; désormais, le rôle du Tribunal devient très important.

« L'ancien principe de la passivité du juge est chose périmée... Pour remplir son rôle social d'une façon complète, le juge ne doit pas seulement juger ; il doit sa protection aux justiciables en surveillant la marche des procès et par suite en la pressant, sans la précipiter ; il doit, pour juger en meilleure connaissance de cause, avoir le dossier sous les yeux et l'avoir à sa disposition assez tôt pour pouvoir l'étudier, et, avant les plaidoiries, savoir sur quoi les avocats vont plaider et comment leur plaidoirie doit se comporter » (1).

Ces principes d'une justice plus rapide et plus éclairée sont à la base de la législation de 1935.

(1) Cézard-Bru, *La Procédure du Décret-Loi*, page 14.

La Procédure devant les tribunaux civils de première instance et, par application de l'article 470 du Code de Procédure Civile, les Cours d'appel, est désormais placée sous le contrôle et sous la surveillance du juge chargé de suivre la procédure.

Ce n'est pas là une solution étatique, — d'aucuns disent une servitude. Le juge n'est toujours mis en mouvement que par les parties, mais, au nom de la Société, il a le droit de ne pas être laissé à la disposition des plaideurs. Suivant l'heureuse expression de M. le Doyen César-Bru (2), « la liberté individuelle ne peut et ne doit aller à l'abus du droit individuel. Il est juste, il est prudent que le juge puisse contrôler et surveiller ».

C'est à l'abri de ces principes qu'il faut, selon nous, juger le décret-loi du 30 octobre 1935.

Nous n'oublions pas cependant que le mot de Treilhard (3), à propos de la mise en vigueur du Code de Procédure Civile de 1807, est toujours d'actualité : « Il ne faut pas nous dissimuler que le succès de la réforme dépend beaucoup de l'autorité à qui son exécution est confiée et de la conduite des officiers ministériels qui la pratiquent chaque jour ».

Il est bien vrai, en effet, comme le dit avec tant d'autorité M. le Doyen César-Bru (4), que la réussite de la réforme tentée par le décret-loi de 1935 « est en partie subordonnée à la volonté du juge et à son devoir d'imposer cette volonté aux justiciables et à leurs représentants ».

Les résultats obtenus à ce jour ne sont peut-être pas très encourageants, tant il est difficile d'aller, dans notre pays,

(2) César-Bru, *op. cit.*, page 26.

(3) Treilhard, Exposé des motifs du Code de Procédure Civile, séance du Corps Législatif du 4 avril 1806, in Locre, la *Législation de la France*, tome XXI, page 549.

(4) César-Bru, *op. cit.*, page 15.

à l'encontre de traditions non renouvelées, d'habitudes ou d'errements pas toujours justifiés et aussi, disons-le, de routines mortelles et quelque peu anachroniques dans la vie sociale que nous vivons.

Il semble bien pourtant que certains tribunaux, — et c'est, paraît-il, le plus petit nombre, — se soient déjà adaptés à la procédure nouvelle malgré les résistances qu'ils ont rencontrées autour d'eux.

Il est à souhaiter que cette pratique se généralise de plus en plus et que les résistances, trop souvent entretenues par l'intérêt personnel, s'amenuisent de jour en jour.

C'est par une large compréhension de tous que la réforme peut porter ses fruits.

Quoi qu'il en soit, nous croyons qu'en renforçant l'action du personnel judiciaire, le décret du 30 octobre 1935 a fait une œuvre utile et féconde (5). Il est, suivant l'expression de M. le Bâtonnier Spriet (6), « une porte ouverte sur l'avenir ». Espérons, avec lui, qu'elle ne sera pas refermée.

(5) L'Union des Jeunes Avocats, dans son assemblée générale du 14 février 1938, a cependant émis le vœu : « que soient supprimés les pouvoirs donnés au juge chargé de suivre la procédure par l'article 82 c du Code de Procédure Civile...

« que soit également supprimée la formalité du rapport à l'audience prévue par l'article 82 e nouveau du Code de Procédure civile ».

Cf. le compte rendu de cette assemblée générale à la *Gazette du Palais*, n° 72-73 des 13-14 mars 1938.

(6) Henri Spriet, ancien Bâtonnier du Barreau de Lille, Président de l'Association Nationale des Avocats Inscrits, Préface à l'ouvrage de Vanlaer, *Le Décret-Loi du 30 octobre 1935, relatif à la Procédure Civile*.

Vu : Le Président,
H. SOLUS.

Vu : L'Assesseur du Doyen,
G. RIPERT.

Vu et permis d'imprimer.
Le Recteur de l'Académie de Paris.
G. ROUSSY.

APPENDICE

I. — MOUVEMENT DOCTRINAL EN FAVEUR DE LA REVISION DU CODE DE PROCÉDURE CIVILE.

- BELLOT. — Exposé des motifs de la loi du 29 septembre 1819 sur la Procédure civile dans le Canton de Genève.
- CHARDON. — Réformes désirables et faciles dans les lois sur la Procédure civile (1837).
- MICHEL DE BOURGES. — Intervention lors de la discussion de la loi du 11 avril 1838.
- BORDEAUX. — Philosophie de la Procédure civile ; mémoire sur la réformation de la justice (Paris, 1857).
- SÉLIGMAN. — Quelles sont au point de vue juridique et au point de vue philosophique les réformes dont notre Code de Procédure est susceptible (Reims, S. M.) (1).
- RÉGARD. — De l'organisation judiciaire et de la Procédure civile en France (Paris, 1855).
- LAVIELLE. — Etudes sur la Procédure civile : nécessité de réviser le Code de 1806 (Paris, 1862) (2).
- PACAUD. — Lenteurs et frais de la Justice civile (Paris, 1899).
- DE LA GRASSERIE. — Etude critique sur le projet de révision du Code de Procédure civile (*Lois Nouvelles*, 1901).
- TISSIER. — Le Centenaire du Code de Procédure civile (*Revue Trimestrielle de Droit Civil*, 1906).
- CUCHE. — Le Centenaire du Code de Procédure (*Revue Politique et Parlementaire*, 1906).
- APPLETON. — Avant-projet d'un Code de Procédure civile, proposé par la Commission de la Réforme de la Procédure de l'Association Nationale des Avocats Inscrits, (Paris, 1934) (3).

(1) Cet ouvrage, ainsi que celui de Bordeaux précité, a été couronné par l'Académie des Sciences Morales et Politiques qui avait ouvert, en 1851, un concours sur le sujet, dont le titre du mémoire de Seligman reproduit exactement les termes.

(2) Cette étude a été également publiée dans la *Revue Critique de législation et de jurisprudence*, de 1857 à 1862.

(3) Cet avant-projet n'a pas été accepté par l'Association Nationale des Avocats qui, dans son assemblée générale extraordinaire du 4 mars 1935, décida d'en renvoyer le texte à sa commission, avec mission de rédiger un nouvel avant-projet, respectant les principes essentiels de notre Procédure.

SOLUS. — La Réforme de la Procédure (*Revue des Vivants*, 1935).

Association Nationale des Avoués de France et Conférence des Avoués près les Cours d'Appel de France. — Avant-projet d'un Code de Procédure civile, soumis à la Commission de réforme du Code de Procédure civile, instituée au Ministère de la Justice.

II. — MOUVEMENT LÉGISLATIF.

A. — Projets et propositions de lois, restés sans effet *Rapports divers :*

1857 (20 juin). — Projet de généralisation de la procédure sommaire.

1862 (8 novembre). — Nomination d'une commission extra-parlementaire, dont les travaux se poursuivent de 1862 à 1870 sous l'impulsion de Pierre Greffier, Directeur des Affaires Civiles au Ministère de la Justice.

1866 (17 novembre). — Premier rapport de Greffier, limité à la compétence des Justices de Paix et aux ventes judiciaires d'immeubles.

1867. — Examen par le Conseil d'Etat de la partie relative aux ventes judiciaires ; ce projet séparé fut ensuite soumis au Corps Législatif qui n'en aborda pas la discussion.

1868 (8 avril). — Second rapport de Greffier, rendant compte du travail complet de la Commission.

1869. — Examen par le Conseil d'Etat de la partie relative à la réforme des Justices de Paix.

1870. — Examen par le Conseil d'Etat des autres parties du projet (4).

1883 (10 juillet). — Décret instituant au Ministère de la Justice une commission extra-parlementaire à l'effet d'étudier un projet de révision du Code de Procédure civile.

1885 (21 décembre). — Rapport adressé au Président de la République par Henri Brisson, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, sur l'état des travaux de la Commission extra-parlementaire instituée par décret du 10 juillet 1883.

(4) Les documents relatifs à cet examen ont péri avec l'incendie des archives du Conseil d'Etat en 1871 ; mais, plusieurs textes élaborés ont été publiés dans la *Revue Critique* (1873-1874) par Migneret, ancien Conseiller d'Etat.

- 1886 (19 octobre). — Projet de loi portant révision des titres I à XVI du livre II, Première partie du Code de Procédure civile, présenté au nom de M. Jules Grévy, Président de la République, par M. Demole, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice; (renvoyé à la Commission du Code de Procédure civile).
- 1888 (12 juillet). — Projet de loi portant révision des titres XVII à XXV du livre II et du titre XVI du livre V, première partie du Code de Procédure Civile, présenté au nom de M. Carnot, Président de la République, par M. Ferrouillot, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, renvoyé à la Commission de Procédure Civile.
- 1890 (6 mars). — Projet de loi portant révision des titres I à XXV du livre II et du titre XVI du livre V, première partie du Code de Procédure civile, présenté au nom de M. Carnot, Président de la République, par M. Thévenet, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice (5).
- 1891 (9 mars). — Rapport déposé par M. Dupuy-Dautemps au nom de la Commission désignée par la Chambre pour examiner ledit projet.
- 1894 (5 mai). — Projet de loi portant révision du Code de Procédure civile, présenté au nom de M. Carnot, Président de la République, par M. Antonin Dubost, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, renvoyé à la Commission de réforme judiciaire.
- 1898 (25 octobre). — Projet de loi portant révision du Code de Procédure civile, présenté au nom de M. Félix Faure, Président de la République, par M. Sarrien, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, renvoyé à la Commission de Réforme judiciaire (6).
1905. — Nomination d'une troisième commission chargée de préparer la réforme du Code de Procédure civile (7).
1920. — Nomination d'une quatrième commission chargée de préparer la réforme du Code de Procédure civile (8).
1931. — Proposition de loi d'Henry Chéron sur le préliminaire de conciliation.

(5) Ce projet n'est que la juxtaposition pure et simple des deux projets précédents.

(6) Ce projet est identique à celui de 1894.

(7) Cette commission se sépara en 1913 sans avoir pu aboutir.

(8) Cette commission interrompit ses travaux devant l'indifférence que leur manifestait le Parlement.

1934. — Projet de loi relatif au préliminaire de conciliation, déposé au nom de M. Albert Lebrun, Président de la République, par M. Henry Chéron, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice.
- 1934 (23 juillet). — Décret instituant auprès de la Chancellerie une commission chargée d'étudier la réforme du Code de Procédure civile.

B. — *Lois promulguées :*

- 1858 (21 mai). — Loi sur la procédure d'ordre.
- 1862 (5 mai). — Loi relative à l'abréviation des délais de procédure.
- 1919 (20 novembre). — Loi précisant la procédure à suivre pour les rectifications d'état-civil.
- 1921 (21 novembre). — Loi autorisant l'introduction de l'action en partage par voie de requête collective et facilitant la commission des notaires en matière de surenchère.
- 1922 (13 mars). — Loi modifiant les délais de procédure.
- 1923 (13 janvier). — Loi rendant facultative la présence des témoins dans les saisies-exécution.
- 1923 (16 août). — Loi étendant les cas, facultatifs pour le demandeur, de la compétence *ratione loci*.
- 1924 (11 mars). — Loi étendant la juridiction des référés à la matière commerciale.
- 1928 (15 mars). — Loi déclarant d'ordre public dans les actions en partage la compétence du tribunal du lieu d'ouverture de la succession.
- 1928 (18 décembre). — Loi relative à la publicité de la procédure de séparation de biens.
- 1928 (28 décembre). — Loi mettant en harmonie différents textes relatifs aux délais dans les procédures spéciales.
- 1931 (28 mars). — Loi relative à la publicité des procédures de séparation de biens.
- 1931 (26 avril). — Loi mettant en harmonie différents textes relatifs aux délais dans les procédures spéciales.
- 1931 (15 juillet). — Loi relative aux significations en mairie.
- 1932 (6 avril). — Loi étendant les cas, facultatifs pour le demandeur, de compétence *ratione loci*.
- 1932 (13 avril). — Loi élevant le taux d'évaluation des biens insaisissables.
- 1933 (12 janvier). — Loi relative aux nullités en matière d'assignation.

BIBLIOGRAPHIE

A. — OUVRAGES GÉNÉRAUX.

- APPLETON (Jean). — Avant-projet d'un Code de Procédure civile, proposé par la Commission de réforme de la Procédure de l'Association Nationale des Avocats Inscrits. Précédé du rapport de Jean Appleton. Dalloz, 11, rue Soufflot, Paris (5^e), 1934.
- BERGE (Stéphane). — La Justice Française au Maroc. Organisation et pratique judiciaire. Préface de Louis Renault. Ernest Leroux, 28, rue Bonaparte, Paris (6^e), 1917.
- BONFILS (Henry). — Traité Élémentaire d'organisation Judiciaire, de Compétence et de Procédure en matière civile et commerciale. Arthur Rousseau, 14, rue Soufflot, Paris (5^e), 1883.
- BORDEAUX (Raymond). — Philosophie de la Procédure Civile. Mémoire sur la réformation de la Justice, couronné par l'Académie des Sciences Morales et Politiques dans sa séance du 25 juin 1855. Imprimerie de Auguste Hérissey, Evreux, 1857.
- CHÉRON (Albert) et MUHLEISEN (Georges). — Précis de Procédure locale applicable en matière civile et commerciale dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle. Préface de J. Duquesne, Doyen de la Faculté de Droit et des Sciences Politiques de Strasbourg. Librairie du Recueil Sirey, 22, rue Soufflot, Paris (5^e), 1930.
- CRÉMIEU (Louis). — Traité Théorique et Pratique de Procédure civile. (Deux volumes). Sirey, 22, rue Soufflot, Paris (5^e), 1924.
- GARSONNET (E.) et CÉZAR-BRU (Ch.). — Traité Théorique et Pratique de Procédure Civile et Commerciale, en Justice de Paix et devant les Conseils de Prud'hommes. 3^e édition (9 volumes et 2 suppléments). Sirey, 22, rue Soufflot, Paris (5^e), 1912-1933.
- GLASSON (E.). — Les sources de la Procédure Française. Larose et Forcel, Editeurs, 22, rue Soufflot, Paris (5^e), 1882.
- GLASSON (E.). — Précis Théorique et Pratique de Procédure Civile. Avec le concours au point de vue pratique de P. Colmet-Daage. (2 volumes). Librairie Cotillon, F. Pichon successeur, 24, rue Soufflot, Paris (5^e), 1902.

GLASSON (E.), TISSIER (Albert) et MOREL (R.). — *Traité Théorique et Pratique d'organisation Judiciaire, de Compétence et de Procédure Civile*. Troisième Edition (5 volumes). Sirey, 22, rue Soufflot, Paris (5^e), 1925-1936.

LEPAULE (Pierre). — *La Justice*. Payot, 106, boul. Saint-Germain, Paris, 1934.

LOCRE (Le Baron). — *La Législation Civile, Commerciale et Criminelle de la France ou, Commentaire et Compléments des Codes Français*. Tomes 21, 22, 23, Code de Procédure Civile. Treuttel et Wurtz, libraires, 17, rue de Bourdon, Paris, 1830.

SELIGMAN. — *Quelles sont, au point de vue juridique et au point de vue philosophique, les réformes dont notre Procédure Civile est susceptible*. Ouvrage qui a obtenu une première mention honorable à l'Académie des Sciences Morales et Politiques de Paris. P. Régnier, Editeur, Reims, S. M.

SOLUS (Henry). — *Cours de Procédure Civile, professé à la Faculté de Droit de l'Université de Paris*. Année 1938. Publié par « Les Cours de Droit », 3, place de la Sorbonne, Paris (5^e).

B. — OUVRAGES SPÉCIAUX ET THÈSES.

BARBOT (Michel). — *Le Juge chargé de suivre la Procédure*. Décret-loi du 30 octobre 1935. Thèse Droit, Paris. Editions Domat-Montchrestien, 160, rue Saint-Jacques, Paris (5^e), 1936.

CÉZAR-BRU (Charles). — *La Procédure du Décret-loi du 30 octobre 1935*. Librairie du Recueil Sirey, 22, rue Soufflot, Paris (5^e), 1937.

CUIN (Jean). — *Les jugements par défaut devant les Tribunaux Civils*. Thèse Droit, Toulouse. Les Imprimeries Gabelle, 44, rue Barbès, Carcassonne, 1937.

GHIENNE (Georges). — *Les nullités de forme de Procédure Civile*. Le Décret-loi du 30 octobre 1935. Thèse Droit, Lille. Imprimerie. Douriez-Bataille, 5, rue Jacquemars-Griélée, Lille, 1937.

GOUTET (André). — *La conciliation en matière civile*. Thèse, Droit, Paris. Sirey, 22, rue Soufflot Paris (5^e), 1936.

MAUREL (Brice). — *Le Juge chargé de suivre la procédure d'après le Décret loi du 30 octobre 1935*. Thèse Droit, Paris. Imprimerie « Les Presses Modernes », Palais Royal, Paris, 1938.

OUZELATZ (Michel). — *La Nouvelle Procédure Civile (Tribunaux Civils et Tribunaux de Commerce)*. Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence, 20, rue Soufflot, Paris (5^e), 1936.

PETITPAS (André). — La Procédure de Droit commun devant les Juridictions Françaises du Maroc. Thèse Droit, Rennes, 1934.

VANLAER (Etienne). — Le Régime Français des Jugements par défaut et des oppositions depuis le Décret-loi du 30 octobre 1935. Thèse Droit, Lille. Imprimerie Duriez-Bataille, 5, rue Jacquemars-Griélée, Lille, 1936.

VANLAER (Etienne). — Le Décret-loi du 30 octobre 1935, relatif à la Procédure Civile. Préface de M^e Henri Spriet, Ancien Bâtonnier du Barreau de Lille, Président de l'Association Nationale des Avocats Inscrits. Imprimerie Duriez-Bataille, 5, rue Jacquemars-Griélée, Lille, 1937.

C. — ARTICLES DE REVUES. — RAPPORTS.

COMMUNICATIONS DIVERSES.

ALLARD (Albéric). — Examen critique du Code de Procédure Civile du Royaume d'Italie. In « Revue de Droit International et de Législation Comparée », 1869, page 198.

ANOYAUT (Marcel). — Commentaire du décret-loi du 30 octobre 1935, modifiant divers articles du Code de Procédure Civile. In « Recueil Général des Lois, Décrets et Arrêtés », 1936-1-105.

APPLETON (Jean). — La Procédure Civile Française et le dahir de Procédure civile marocaine. Conférence faite le jeudi 31 mars 1932 au Palais de Justice de Casablanca. In « Bulletin de l'Association Nationale des Avocats Inscrits aux Barreaux de France, Colonies, Pays de Protectorat et de Mandat », n^o 43, mars 1932, page 177.

ARMINJON (P.). — Le décret-loi du 30 octobre 1935 sur la procédure civile et les réformes réalisées en cette matière dans divers pays. Communication à la Société de Législation Comparée, séance du mercredi 25 mars 1936. In « Bulletin Trimestriel de la Société de Législation Comparée », n^o 2, avril-juin 1936, page 224.

BERNARD (Robert). — Le préliminaire de conciliation dans les causes de la compétence du tribunal de première instance. Décret-loi du 30 octobre 1935. In « Journal des Juges de Paix, juges suppléants et greffiers de Paix », mars 1936, page 81. Même article in « Annales et Journal Spécial des Justices de Paix », mars 1936, page 190.

CÉZAR-BRU (Ch.). — La Procédure Civile Marocaine et la Procédure Civile Française. Conférence faite à Rabat, le 25 janvier 1930. In « Gazette des Tribunaux du Maroc », 8 mars 1930.

- COLIN (Paul). — De l'exécution des jugements par les tiers et du certificat de non-appel. *Semaine Juridique*, n° 28, 9 juillet 1937, feuilles jaunes 25.
- CUCHE (Paul). — Le Centenaire du Code de Procédure. In « *Revue Politique et Parlementaire* », n° 142, tome XLVIII, 10 avril 1906, page 140.
- DELOR (Emile). — Commentaire du Décret-loi du 30 octobre 1935, modifiant divers articles du Code de Procédure Civile, in « *Répertoire Commaille, Répertoire Général et Pratique de jurisprudence et de législation et Revue Synthétique réunis* », n° 1, janvier 1936, page 5 ; n° 2, février 1936, page 21.
- ESMEIN (Paul). — Sur deux retouches à apporter au décret-loi relatif à la procédure civile. In « *Gazette du Palais* », Variétés, n° du 17 décembre 1935.
- GOYET (Francisque). — Modifications apportées à divers articles du Code de Procédure Civile par le Décret-loi du 30 octobre 1935. In « *Les Lois Nouvelles* », 1936-1-204.
- GOYET (Francisque). — Etude de jurisprudence sur les décrets-lois. Décret du 30 octobre 1935, modifiant certains articles du Code de Procédure Civile. In « *Les Lois Nouvelles* », 1937-2-17.
- GRUNEBaum-BALLIN. — Rapport sur les travaux de la Commission Judiciaire du Protectorat Français du Maroc. In « *Journal Officiel de la République Française* », 8 septembre 1913, page 8.052.
- HÉBRAUD (P.). — La Réforme de la Procédure (Décret-loi du 30 octobre 1935). In « *Revue Critique de Législation et de Jurisprudence* », tome LVI, janvier-avril 1936, page 37.
- HÉBRAUD (P.). — De l'application du décret-loi du 30 octobre 1935 aux appels formés postérieurement au premier décembre 1935. In « *Semaine Juridique* », n° 35-36, du 27 août-3 septembre 1937, feuilles jaunes 31.
- LEMAÎTRE (Frédéric). — Réforme de la Procédure Civile. Décret du 30 octobre 1935. In « *Journal des Notaires et Avocats et Jurisprudence du Notariat* », article 38.691, n° 2, 20 janvier 1936.
- LERCH. — Communication présentée au Congrès de Besançon de l'Association Nationale des Avocats Inscrits, 20 mai 1937.
- MARIN (Pierre). — La Réforme du Code de Procédure ou Renaissance du Formalisme. In « *Les Lois Nouvelles* », 1935-1-311.
- MARIN (Pierre). — En marge de la Réforme du Code de Procédure. A quel moment une affaire est-elle en état? In « *Les Lois Nouvelles* », 1937-1-64.

- M. G. D. — Des règles édictées par l'article 82 b, alinéa 2, nouveau du Code de Procédure Civile, relativement au dépôt au Greffe et à la signification des conclusions. In « Les Lois Nouvelles », n° 25, 15 novembre 1937.
- NUVILLE (Louis). — La dispense du préliminaire de conciliation par ordonnance du président du tribunal Civil d'après le décret du 30 octobre 1935. In « Gazette du Palais », Variétés, n° 3, 3 janvier 1936.
- NUVILLE (Louis). — La mise au rôle et les conclusions d'après le décret-loi du 30 octobre 1935. In « Gazette du Palais », Variétés, n° 17, 17 janvier 1936.
- PERRÉE (Jacques). — L'avocat et les dernières réformes judiciaires. Rapport à l'assemblée générale du « Jeune Barreau Français » du 15 novembre 1935.
- PESCHAUD (Pierre). — Le décret-loi du 30 octobre 1935. Rapport à l'assemblée générale de « l'Union des Jeunes Avocats » du 18 novembre 1935.
- PICARD. — Grandeur et Servitude du Barreau Marocain. Rapport au Congrès de Rabat de l'Association Nationale des Avocats Inscrits, Pâques 1935. In « Bulletin de l'Association Nationale des Avocats Inscrits », n° 55, avril-mai-juin 1935, p. 288.
- RAVIART (Eugène). — Remarques sur les modifications résultant du décret-loi du 30 octobre 1935. In « Gazette du Palais », Variétés, n° du 10-12 novembre 1935.
- RIVIÈRE (P.-Louis). — Le rôle nouveau du Magistrat d'après le décret-loi. In « Semaine Juridique », 15 décembre 1935.
- SARRAN. — Allocution prononcée, le 28 octobre 1934, à l'issue du banquet de rentrée annuel du Comité de l'Union Nationale des Avocats Inscrits.
- Sociétés d'Etudes Législatives.* — Projet de réforme des articles 141 et suivants du Code de Procédure Civile, concernant la rédaction des qualités des jugements et arrêts. In « Bulletin de la Société d'Etudes Législatives », 1934, page 167 ; 1935, pages 76 et 119.
- SOLUS (Henry). — La Réforme de la Procédure. In « Revue des Vivants », mai 1935.
- SOLUS (Henry). — Les décrets-lois : la réforme de la procédure. In « Le Temps », 12 décembre 1935.
- SOLUS (Henry). — A propos du décret-loi sur la procédure civile. In « Gazette du Palais », Variétés, n° du 23 décembre 1935.

- TISSIER (Albert). — Le Centenaire du Code de Procédure Civile et les projets de réforme. In « Revue Trimestrielle de Droit civil », 1906, page 625.
- TISSIER (Albert). — La Réforme du Code de Procédure Civile. In « Revue Politique et Parlementaire », n° 152, tome LI, 10 février 1907, page 289.
- ZECLICKI. — Des modifications à apporter au Code de Procédure Civile. In « Revue Critique de Législation et de jurisprudence », 1909, pages 25 et 92.
-

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	7
--------------------	---

PREMIERE PARTIE

Etude sommaire des différents types de procédure.

TITRE I. — <i>Etude Doctrinale</i>	11
Le type accusatoire	11
Le type inquisitorial	12
TITRE II. — <i>Applications pratiques en Alsace-Lorraine, au Maroc et en Tunisie</i>	15
CHAPITRE I. — La Législation en vigueur en Alsace-Lorraine	15
CHAPITRE II. — La Législation Marocaine	19
CHAPITRE III. — La Législation Tunisienne	25
TITRE III. — <i>La Position des rédacteurs du décret-loi du 30 octobre 1935 en face du problème de la Réforme de la Procédure civile</i>	27
Choix entre deux méthodes	27
Objections à la notion « Justice, Service public »	27
Principes généraux pouvant présider à la réforme de procédure	29

DEUXIEME PARTIE

Le décret-loi du 30 octobre 1935 et l'instruction des affaires.

TITRE I. — <i>Les modifications aux textes existants</i>	39
CHAPITRE I. — La mise au rôle	39
CHAPITRE II. — Les conclusions	43
Premier ordre de problème : Le tribunal ne peut statuer que sur les conclusions déposées au greffe	43
Deuxième ordre de problème : Les conclusions signifiées moins de trois jours avant l'audience sont irrecevables	45

TITRE II. — Le Dossier du Tribunal	51
Composition du dossier	51
Transmission du dossier	54
TITRE III. — Le Juge chargé de suivre la procédure	58
CHAPITRE I. — Désignation du juge chargé de suivre la procédure	59
CHAPITRE II. — Les Fonctions du juge chargé de suivre la procédure	62
Section I. — Les fonctions du juge chargé de suivre la procédure agissant par voie d'autorité	62
§ 1. — Renvoi des causes à l'audience	62
§ 2. — Rapport à l'audience	69
§ 3. — Pouvoirs en matière de conciliation ..	73
Section II. — Les fonctions du juge chargé de suivre la procédure substitué au tribunal	79
§ 1. — Dans quel cas le juge chargé de suivre la procédure peut intervenir	79
§ 2. — Procédure	88
a) Saisine du J. C. S. P.	88
b) Convocation des parties et de leurs représentants	88
c) Audience du J. C. S. P.	89
d) Vices de procédure	90
e) Décision du J. C. S. P.	90
f) Voies de recours	91
g) Frais de l'instance devant le J. C. S. P.	94
§ 3. — Concurrence du juge chargé de suivre la procédure et du tribunal	95
Section III. — La Fonction générale de surveillance du juge chargé de suivre la procédure	97
CHAPITRE III. — Que faut-il penser du Juge chargé de suivre la procédure	98

CONCLUSION	103
APPENDICE	107
I. — Mouvement Doctrinal en Faveur de la Révision du Code de Procédure Civile	107
II. — Mouvement Législatif	108
a) Projets et propositions de lois restés sans effet, rapports divers	108
b) Lois promulguées	110
BIBLIOGRAPHIE	111
A. — Ouvrages généraux	111
B. — Ouvrages spéciaux et Thèses	112
C. — Articles de revues. — Rapports. — Communica- tions diverses	113
TABLE ANALYTIQUE DES MATIÈRES	117

